

La Vérité

ORGANE DE L'OPPOSITION COMMUNISTE

N° 20. — 24 Janvier 1930

HEBDOMADAIRE

Prix : 0 fr. 50

De La Haye à Londres OUI OU NON STALINE A-T-IL LE CAS WEBER FAIT FUSILLER BLOUMKINE ?

La Conférence de La Haye est à peine liquidée, que les hommes d'Etat impérialistes se retrouvent à Londres autour du tapis vert. A La Haye, les Etats-Unis se sont tenus dans la coulisse ; l'observateur américain n'a pas beaucoup fait parler de lui. Néanmoins, c'est sur la capacité de financement de l'Amérique, sur la capacité d'absorption du marché américain, que sont basés les accords réalisés en fin de compte à La Haye. Léon Blum écrit dans le *Populaire* qu'on surestime beaucoup cette capacité d'absorption par le marché américain, et que les négociateurs de La Haye s'exposent à des déboires de ce côté. Mais c'est lui qui sous-estime gravement l'opinion de ses collègues Müller et Snowden, lesquels ont déjà quelque expérience de ce côté. Que M. Blum le veuille ou non, le plan Young n'est pas la création locarnienne d'un Briand, c'est le plan d'organisation d'un Briand.

A Londres, les Etats-Unis se cachent moins. Ils se montrent même beaucoup. On vient d'ouvrir la « Conférence du désarmement naval », avec un discours d'inauguration très travailliste du roi de carton George V. Il s'agit à cette conférence, comme la *Vérité* l'a expliqué la semaine dernière, pour l'Angleterre d'empêcher l'Amérique de construire une flotte dépassant la sienne, et de maintenir le Japon, la France et l'Italie à un rang inférieur. La force de l'Angleterre sur mer est encore très grande. Mais déjà elle s'essouffle, alors que celle de l'Amérique est en plein développement et appuyée sur une capacité industrielle de renouvellement très supérieure à la sienne.

Cette Conférence de Londres a été convoquée par Mac Donald, mais pour lui donner sa pleine valeur, Mac Donald a dû aller chercher son investiture de chevalier du désarmement à Washington où Hoover a hautement revendiqué pour l'Amérique l'honneur d'avoir ouvert la voie aux possibilités pratiques de désarmement, lors de la conférence de Washington en 1921. Cette manière de revendiquer la suprématie dans l'administration de la paix, a une apparence tout à fait menaçante, qui n'échappe pas à Mac Donald. A la séance d'inauguration de la conférence de Londres, Stimson a renouvelé les affirmations de Hoover. Il a donné au travailliste du roi, Mac Donald, une leçon de « praticisme » anglo-saxon en rappelant que ce qui valait mieux que tous les discours, c'étaient les actes réels pour la paix ; ces actes, selon lui, ont été réalisés pour la première fois, grâce à l'Amérique à Washington en 1921. Mac Donald ne répondit rien, car il sait ce que vaut le pacifisme impérialiste des Etats-Unis, et particulièrement ce qu'il valait en 1921, lorsque son unique objectif était de limiter l'expansion du Japon en Chine et celle de l'Angleterre sur l'empire des mers.

Sous la baguette de Stimson, Tardieu remplit le mandat que la bourgeoisie française le charge d'exécuter. A Londres, il ne peut pas parler si haut qu'à La Haye, en créancier. A Londres, il n'est plus que débiteur. Il s'apprête à réclamer pour la France le droit à entretenir une flotte de « sécurité », c'est-à-dire une flotte apte aux guerres coloniales et même européennes. En fait

Les staliniens se taisent. Bloumkine a-t-il été fusillé « conformément à la sentence du Guépéou » ? La question leur a été posée publiquement : ils refusent d'y répondre. Pourquoi ?

Des membres du Parti qui, eux, n'ont pas d'informations particulières, nous ont dit : « La nouvelle que vous avez reproduite la semaine dernière ne peut être qu'un canard comme la presse contre-révolutionnaire en publie tous les jours. Nous croyons que vous avez tort d'en faire état. »

Ces camarades ont encore des illusions sur la clique stalinienne. Nous savons, nous, ce qu'elle est capable de faire et nous n'avons que trop de raisons de craindre que la nouvelle que vous avez reproduite la semaine dernière soit vraie. Il s'agit d'un télégramme envoyé de Moscou et le correspondant du journal rhénan ne se serait pas risqué à transmettre une simple rumeur.

Mais pourquoi Staline se tait-il ?

L'assassinat d'un oppositional serait une nouvelle étape dans la lutte menée par les staliniens contre l'opposition de gauche. Jusqu'ici ils ont emprisonné, déporté ou exilé. Maintenant ils fusilleraient. Pourquoi alors une fusillade clandestine ? Si c'est la nouvelle forme de la répression contre l'opposition

de désarmement, la bourgeoisie française a besoin de débouchés pour son industrie lourde (qu'elle trouve dans la construction navale de guerre), elle a besoin de conserver une liaison sûre avec ses colonies, et par conséquent, pas plus pour elle que pour le Japon ou l'Amérique, la question ne se pose de limiter les armements. Les impérialismes cherchent seulement à observer un certain rapport de forces momentané qui est rigoureusement déterminé par leur situation économique respective, c'est-à-dire leur capacité d'entretenir une flotte excessivement coûteuse. Dans deux, trois ou cinq années, lorsque les rapports de forces se seront modifiés on procédera à une nouvelle « Conférence de limitation navale ».

Ainsi, sous couleur d'empêcher la course anarchique aux armements, telle qu'elle avait lieu avant la guerre, les impérialismes règlent minutieusement entre eux leurs nouveaux rapports, ils examinent leurs antagonismes, ils les limitent ou les localisent, dans la crainte de l'inconnu du lendemain où les pousse malgré eux, inéluctablement, la destinée du capitalisme.

Le prolétariat doit avoir les yeux grands ouverts sur toute cette politique. Les communistes doivent activement montrer ce qui se cache derrière les masques de paix et de « désarmement », vers quelles nouvelles tueries on entraîne les classes travailleuses, aveuglées et opprimées. Pour le prolétariat, il n'y a qu'un désarmement et qu'une paix possible : c'est le désarmement de la bourgeoisie internationale, et la paix de la mort pour l'impérialisme.

Pour cette lutte finale, la classe ouvrière doit lutter sans trêve.

de gauche, il faut le dire — pour l'exemple !

Pendant les années les plus dures de la guerre civile, la Tcheka accomplissait une besogne sévère. Mais ce travail restait sous le contrôle du parti. Aujourd'hui le Guépéou est devenu l'organe personnel de Staline. C'est ce qui explique le silence persistant observé sur le sort de notre camarade.

Bloumkine est un révolutionnaire sans peur et sans reproche. Il était s.r. de gauche quand il a préparé l'attentat contre Mirbach. Il se rallia ensuite au bolchévisme et fut dès lors un de ces travailleurs du parti dont la vie est toute entière consacrée à son parti et toujours prêt à accepter les missions les plus dangereuses. Dans son service il était toujours prêt à mourir. C'est pourquoi, quand on le sût oppositionnel, on l'y maintenait.

Staline a-t-il besoin de temps pour préparer une nouvelle invention de pseudo complot contre-révolutionnaire ; est-il à la recherche d'un ancien officier de Vrangel pour étayer ce complot ?

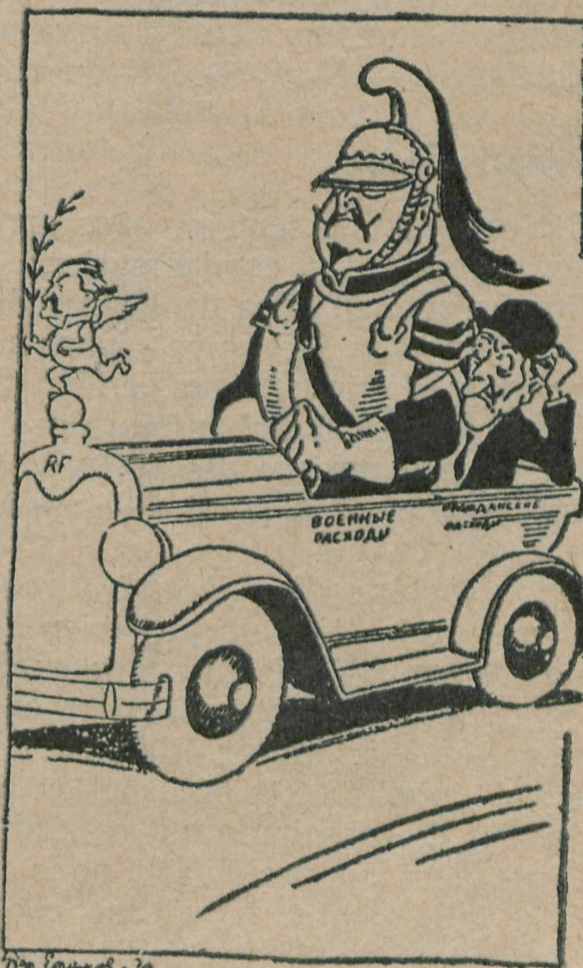
Iaroslavsky lui-même trouve-t-il cette fois trop difficile d'expliquer aux ouvriers qu'il a fallu fusiller un « trotskyste » au moment où il annonce que l'opposition trotskyste est complètement liquidée ?

S'il est embarrassé, il pourrait s'adresser à un Martynov, ou à un nepman, ou à un bureaucrate de l'appareil, à un de ces valets qui trouvent que l'opposition de gauche les gêne dans l'accomplissement de leur tâche de liquidation de la Révolution d'Octobre. L'assassinat de Bloumkine expliqué et justifié par un profiteur de la révolution, cela cadrerait exactement avec la situation présente et l'expliquerait.

En tout cas, il faudra parler, il faudra répondre à notre question.

LA VERITE.

DESARMEMENT



Le budget français — dépenses civiles et militaires — vu par B. Efimov.

Le *Cri du Peuple* s'est beaucoup occupé de nous dans ses derniers numéros. Au sujet de la situation du camarade Deveaux, secrétaire du comité pour l'indépendance du syndicalisme et membre fondateur du Parti ouvrier-paysan, il nous a accusé de mentir délibérément ; à propos de l'entrée de Weber au *Cri*, il se demande si le « terrassier de service » collabore maintenant à la *Vérité* ; plus généralement, il se demande dans quel but a été créée la *Vérité* et croit que c'est pour combattre la minorité syndicaliste, et voler au secours de la majorité confédérale. Des critiques tout à fait cordiales, comme on le voit, sérieuses et conformes à la réalité des faits.

Le cas Weber est, peut-être, le moins important. Mais en parlant de lui nous arriverons aux autres et même au fond de la question.

Weber était délégué au congrès confédéral. Il y est intervenu. Il a dégoûté tout le monde. Majoritaires et minoritaires ont dit : « Prenez-le ! Nous n'en voulons pas. » Aujourd'hui, à trois mois du congrès, la minorité accueille Weber, dont la prose s'étale dans son journal. Ça la regarde. Mais c'est notre droit de noter le fait et de rappeler qu'au congrès, Weber proposait de « déculotter devant les ouvriers les contre-révolutionnaires Engler et Bour ».

Est-ce là un fait sans importance ? Pour nous, il en a une grande. Il montre, et avec éclat, que la minorité est prête, dans sa lutte contre la direction confédérale, à accueillir n'importe qui, même un Weber. C'est une tactique détestable et peu ragoutante.

La tactique du bloc des minorités, c'est la tactique de la majorité confédérale. C'est elle, au congrès, qui l'a voulue expressément. Il lui aurait été facile d'opposer les diverses minorités les unes aux autres. Elle n'en a rien fait. Au contraire. Elle a manœuvré pour que les minorités puissent bloquer. Après quelque hésitation et discussion, les représentants des diverses minorités ont cru pouvoir trouver une base commune dans l'« indépendance du syndicalisme » et ils ont repris à leur compte la tactique confédérale du bloc minoritaire. La direction confédérale disait : « Avec nous, sans réserves, ou contre la C.G.T.U. » Et la minorité reprend à son tour la même formule.

Dès le premier jour, nous avons absolument refusé qu'on pose ainsi la question. Nous avons pris position contre la direction confédérale dont nous ne cessons de dénoncer l'incapacité et la malfaisance et nous avons dit que la formule de l'indépendance du syndicalisme, seule base autour de laquelle on proposait de rassembler la minorité était une formule usée et dangereuse, parce que, dans le passé, c'est toujours derrière elle que se sont abrités les adversaires du communisme. Personne ne pourra prouver que nous avons varié là-dessus.

Avons-nous été les seuls à adopter ce point de vue, à refuser de se laisser enchaîner soit à la direction confédérale, soit à la minorité ? On oublie généralement du côté minoritaire, quoique ce soit un fait qui a son importance, que la majorité fédérale de l'enseignement a adopté une plateforme qui est, dans ses grandes lignes, identique. Dans notre précédent numé-

no, le camarade qui nous a donné deux articles sur la crise de la fédération de l'enseignement, écrivait : « Le parti et la C.G.T.U. ont parfaitement saisi l'importance de notre plate-forme, la seule conséquente, la seule qui ne soit pas un simple assemblage de négations, la seule qui ne fasse pas de l'anticommunisme sa base fondamentale. »

Dans la crise présente, dont la direction du parti communiste et celle de la C.G.T.U. portent tout le poids, nous n'avons qu'une préoccupation : c'est d'empêcher que ce soit finalement la bourgeoisie et ses laquais qui en profitent. Nous défendons le communisme contre des directions stalinienne qui le compromettent dangereusement, et aussi contre ceux des minoritaires qui l'enterrent et le combattent derrière le paravent de l'indépendance du syndicalisme. Nous le ferons comme nous l'avons toujours fait : avec des arguments puisés dans l'expérience du passé et dans l'étude de faits présents, sans nous laisser impressionner, pas plus par les grossiers mensonges de la direction confédérale que par les polémiques sans franchise de certains minoritaires. — A. Rosmer.

Grave défaite pour Louzon

Louzon tire à sa manière, dans la *Révolution prolétarienne*, les conclusions des développements récents du conflit sino-russe. Louzon réclame encore à grands cris que l'U.R.S.S. rende le chemin de fer de l'Est chinois... aux Chinois. D'après lui, l'U.R.S.S. contribue à maintenir la Chine « en état de division et d'insécurité (!) permanente » ; et cela durera tant que « l'U.R.S.S. aura en Chine une entreprise capitaliste, tirera de la Chine du profit ». Selon lui, en Chine, l'U.R.S.S. se heurte aux puissances impérialistes, « sur le plan de la concurrence ».

Le camarade Louzon n'a toujours pas compris les faits suivants :

1) Rendre le chemin de fer « aux Chinois », cela revient à dire : aide cadeau d'une position économique et stratégique aux militaristes contre-révolutionnaires chinois, c'est-à-dire, en fin de compte, aux impérialismes.

2) L'état d'anarchie économique de la Chine, provient de l'incapacité des cliques militaristes contre-révolutionnaires à résoudre les problèmes fondamentaux de la révolution chinoise, même *bourgeoise*, et notamment la question agraire.

3) L'U.R.S.S. ne possède pas les bases économiques et politiques qui lui permettent de mener une politique impérialiste et d'exploiter hors de ses propres limites une « entreprise capitaliste ».

4) Le conflit sino-russe ne peut être envisagé qu'en rapport avec l'étape actuelle de la révolution chinoise et de la révolution russe. Sous ce rapport, la politique de Staline en Mandchourie tombe sous les mêmes critiques que sa politique en général : absence d'une ligne révolutionnaire suivie, virages vers le pacte Kellogg, puis virage vers les coups de force militaires, le tout à base de diplomatie de mauvaise aloi.

5) La lutte de l'opposition de gauche est une lutte pour une politique révolutionnaire prolétarienne en Chine comme en U.R.S.S. comme ailleurs. Cette politique exige que l'on comprenne clairement, en *marxiste*, ce que sont les forces engagées dans le conflit sino-russe.

Il y a trois mois, au Congrès de la C.G.T.U., les rédacteurs de la *Révolution prolétarienne* n'avaient pas osé se solidariser avec Louzon. En est-il toujours de même ? Et des communistes qui soutiennent Louzon, combien sont encore déçus à la suite jusqu'à ses positions actuelles ?

AUX JEUNES

Sans travail, sans lutte, la connaissance livresque du communisme puisée dans les brochures et ouvrages communistes n'a absolument aucune valeur, car elle ne ferait que perpétuer l'ancien abîme entre la théorie et la pratique, qui était un des traits les plus repoussants de l'ancienne société bourgeoise.

LENINE.

LA SEMAINE

Kérensky s'agite.

Le 14 janvier, le groupe parlementaire socialiste a entendu un exposé sur la situation en Russie fait par Kérensky. Dans ce discours, dont le *Populaire* donne un compte rendu sur deux colonnes, Kérensky affirme que Staline a renoncé à la Nep, que celui-ci met en pratique le programme de gauche de Trotsky, revient au communisme de guerre, se livre à une terreur effrénée pour supprimer l'économie paysanne individuelle et la remplacer immédiatement par une économie collective. Kérensky fait un tableau très noir de la situation où se trouverait le gouvernement soviétique : « les cultivateurs brûlent les bâtiments d'Etat, égorgent leur propre bétail et détruisent leurs propres récoltes. » Notons que Kérensky reprend contre Staline l'accusation imbécile de « trotskysme » utilisée par la droite du P.C. de l'Union il y a quelques mois. Nous savons fort bien que si Staline prononce des phrases de gauche, il pratique une politique qui n'est pas du tout celle de l'opposition communiste et la déclaration rédigée par Rakovsky en octobre a démasqué une fois de plus sa duplicité. Les socialistes seraient bien embarrassés pour expliquer les mesures prises par Staline contre nos camarades dont il aurait repris le programme.

Les difficultés très grandes contre lesquelles doit lutter le gouvernement soviétique, en particulier dans les campagnes, ne sont pas surtout le résultat de sa politique *actuelle*, comme le prétend Kérensky, mais de sa politique *antérieure* qui a favorisé le développement d'éléments hostiles au prolétariat, hostile au régime soviétique qui aujourd'hui, voudraient agrandir un peu plus la brèche existant dans la dictature du prolétariat. Cette lutte menée à l'intérieur de l'Union soviétique, Kérensky cherche à répandre par des appuis de l'extérieur.

Les gouvernements, les capitaines de toute la terre, n'ont jamais accepté l'existence d'un Etat prolétarien ; mais ils voudraient bien que la classe ouvrière se montre également hostile au régime soviétique et par son inconscience nuise à ses propres intérêts de classe. C'est pour une telle besogne que Kérensky s'est adressé aux socialistes.

« La défense du droit des ouvriers et des paysans russes à la liberté et à la vie doit passer le plus tôt possible dans les mains des organisations internationales de la démocratie et du socialisme. »

Ceux-ci ont naturellement promis tout leur concours ; cela n'est pas pour nous étonner ; c'est sous une autre forme, plus hypocrite, plus dangereuse « l'intervention utile » que préconisait Renaudel en 1919. Sous le couvert des grandes phrases, des grands principes, c'est le capitalisme qu'on veut rétablir en Russie.

La classe ouvrière ne s'y laissera pas tromper, elle a toujours vu ces dernières années les socialistes au service de la bourgeoisie pour quelle n'ait pas d'illusion sur leurs intentions contre le régime soviétique.

Qu'au nom du « socialisme », les Grumbach, les Renaudel, prennent la défense des « représentants de l'Eglise orthodoxe et des serviteurs de toutes les autres religions », cela ne pourra que mieux les situer comme serviteurs de la bourgeoisie auprès des ouvriers.

La répression.

Il n'est pas une semaine sans arrestations, poursuites, condamnations. La police ne connaît plus de bornes dans l'arbitraire et la justice lui donne raison presque toujours. Lors de leur grève de 24 heures, des chauffeurs de taxi notaient les numéros des voitures des jaunes poursuivis pour entraves à la liberté du travail.

Un rédacteur du *Libertaire* reproduit une déclaration du physicien Einstein sur son attitude en cas de guerre ; il se refusait à tout service et engagera ses amis à l'imiter. Bien des journaux ont publié cette affirmation d'un objecteur de conscience qui ne s'adresse nullement au prolétariat pour mener la lutte contre le régime capitaliste, fauteur de guerre. Seul le *Libertaire* est poursuivi et condamné !

A Madagascar, deux camarades, Planque et Vittori, sont lourdement frappés d'années de prison pour avoir fait leur devoir de communistes en participant aux luttes des travailleurs malgaches contre l'impérialisme français.

En Algérie, Marouf, militant de la 20^e Union Régionale est menacé de déportation dans le Sud Algérien.

Les poursuites pour « délits de presse » sont exercées un peu partout en France. Le gérant de l'*Humanité* et celui du *Libertaire* ont été arrêtés, le premier pour provocation de militaires à la désobéissance, le second pour n'avoir pas parlé de Clemenceau en termes élogieux.

Celui-ci avait bien posé le problème, quand il avait dit : « C'est une question de force. » Seule la pression de la classe ouvrière pourrait arrêter une répression aussi féroce, aussi implacable. Elle n'oppose aujourd'hui aucune résistance tant soit peu sérieuse. Les quelques acquittements, comme celui de Cassiot, ne sont pas dus à l'action du prolétariat, mais au bon plaisir gouvernemental qui s'amuse avec nos organisations comme le chat avec la souris qu'il laisse un peu courir pour la reprendre un peu plus loin et lui donner encore quelques coups de griffes.

Nous l'avons déjà dit : nos organisations sont aujourd'hui coupées des larges masses ouvrières. Celles-ci restent indifférentes aux agressions gouvernementales. Un changement profond de la politique des organisations révolutionnaires s'impose pour reprendre contact avec la classe ouvrière et opposer à la répression une défense efficace.

Tribunaux.

Au procès Anquetil, Me Zévaès donne une liste assez impressionnante des commensaux du maître-chanteur. Mais il n'apprend rien de bien sérieux. De part et d'autre on n'en dit pas trop. Et cet éloge de l'*Humanité* par l'avocat de Villain ! Malgré tout, elle n'avait pas mérité cet éloge.

Le jury de la Seine a condamné Philipponet qui avait tué Bayle, l'expert de la préfecture de police, dont les rapports « scientifiques » étaient le plus souvent en faveur du plus fort. Philipponet est le type du Français moyen. Il a cru un Bayle qui lui démontrait que l'Allemagne a voulu la guerre ; il l'a cru quand il lui démontrait qu'il y avait des différences physiologiques et psychologiques entre Français et Allemands ; il l'a cru dans bien d'autres cas, mais il n'a pas voulu le croire quand celui-ci a donné raison à son propriétaire. Philipponet ignorait que la science est aujourd'hui au service de la bourgeoisie, dont les savants sont le plus souvent des « valets diplômés ».

Tarifs de transport.

Les augmentations votées par le Conseil général de la Seine ont soulevé la colère de l'unanimité de la population. Les élus ont senti qu'ils avaient été frotés, aussi se sont-ils empressés de faire quelque chose pour regagner un peu de crédit auprès de leurs électeurs.

Les augmentations du prix du gaz et de l'électricité n'ont pas été modifiées puisque leur perception se pratique en douce. Pour les transports, il a fallu jeter un peu de lest. On a ramené le nombre maximum de sections à 3 dans Paris, ce qui ne fera faire d'économies appréciables qu'à ceux qui effectuent de longs trajets. Pour les autres, ceux de banlieue, principalement, il n'y a rien de changé.

Mais ce qui est particulièrement effronté, ce sont les déclarations des conseillers municipaux. « Nous n'avons pas voulu cela ; nous ne pensions pas avoir voté pareille chose ; notre bonne foi a été surprise. » Les farceurs ! Ceux du groupe socialiste particulièrement ont un sacré culot de tenir de pareils propos quand ils ont, parmi eux un Fiancette, rapporteur du budget, qui a défendu au Conseil toutes les augmentations, et cela en parfaite connaissance de cause.

On pourrait être surpris de la campagne assez intense menée par quelques journaux bourgeois pour la dénonciation des contrats entre la Ville de Paris et les Sociétés comme la S.

Journaux et Revues

Brisures.

Dans *Europe* (15 janvier), Luc Durtain commence la publication de notes d'un voyage en Extrême-Orient. Le voici à Cho-Lon, dans une rizerie chinoise :

Cent kilos et non quarante-cinq comme à Manille. Le muscle chinois vaut mieux que le muscle philippin. Maintenant, c'est affaire aux débardeurs. Cette nuit même, ces sacs-là partiront en jonques.

L'ingénieur me disait tantôt, me montrant l'un des cribles :

— Voici où la brisure se sépare du grain. Nous avons 25 % de brisures.

Brisures de grain ? Rien d'étonnant avec la danse formidable des machines et du bâtiment. Mais je pense aux brisures d'hommes que souvent doit faire un pareil métier.

— Non, en Indochine, il n'y a pas de lois sur les accidents du travail. Les indigènes sont crapules ; pour ne plus travailler, ils se feraient enlever un bras.

Peut-être, si le travail de l'usine tropicale était humainement réglé, auraient-ils moins de tentations de cette sorte.

Je ne songe pas seulement aux serfs de ces machines-là, mais aux coolies qui, d'un coup de rein, enlèvent les sacs terribles. Combien de ces coolies ai-je vus, durant l'heure du repos, joncher avec accablement les sacs qu'ils venaient de coller ! Hâves, bouche entrouverte, vidés des vrais visières humaines qui sont la joie et le désir. Pauvres ombres dans le demi-jour des jonques, dont les rudes membrures semblaient, telles que les doigts sans merci du patron cantonais — du patron blanc ou jaune, du Patron — les tenir encore.

D'une page à l'autre.

On lit à la quatrième page du *Libertaire* (18 janvier), dans la Tribune Syndicale, sous la signature de Desfaudais :

Nous sommes persuadé que Monatte et ses amis ne commettront pas en 1930 la faute impardonnable qui fut la leur en 1920, et qu'ils ne tarderont pas à nous donner l'assurance formelle de leur complète indépendance vis-à-vis d'un nouveau groupement de politiciens sans vergogne, pourris par l'électoratisme et prêts à traiter le syndicalisme avec le même esprit (sinon avec la même franchise) que Trotsky et Rosmer.

Même journal, troisième page, huit membres de l'Union anarchiste publient une déclaration dont nous détachons ces passages :

Le rôle de l'anarchisme n'est-il pas de grouper la portion la plus hardie et la plus instruite du prolétariat, d'être, en somme, l'avant-garde de cette armée du travail en marche vers son émancipation ?

...Disons, en un mot, que, partisans de l'indépendance syndicale de toute ingérence politique, quelle qu'elle soit, nous voyons fort bien la fraction anarchiste organisée du syndicat lutter par sa présence contre les déviations réformistes, parlementaires ou de collaboration et maintenir le syndicalisme dans les voies de l'action directe.

Ces anarchistes revendiquent exactement le même rôle que les communistes : avant-garde dirigeante et fractions syndicales. C'est tout à fait leur droit et ce sont les ouvriers qui décident. Mais pourquoi alors nous rapprocher, nous, du « nouveau groupement de politiciens » avec lequel nous n'avons rien de commun, pas plus notre politique syndicale que les autres ?

T.C.R.P. Les campagnes de la presse bourgeoise n'ont pas précisément des mobiles désintéressés. Qu'est-ce qui anime si vigoureusement quelques journalistes « indépendants » ? Mariage ne se montrerait-il pas assez généreux ? Les recettes que les Parisiens lui procurent doivent pourtant lui laisser quelques disponibilités. Mais une autre raison serait peut-être à envisager. Ces contrats dénoncés, il faudra continuer à assurer les transports et la question se posera de savoir qui le fera. Alors nous verrons tous ces intègres journalistes crier contre le monopole, l'exploitation par l'Etat ou l'administration municipale et demander l'exploitation par une Société privée... de tout contrôle, bien entendu. Et ça ferait bien mieux encore des affaires de Mariage.

Lettres de l'Union Soviétique

Aux États-Unis

" LA VILLE DE L'AVENIR "

Moscou, janvier.

L'auteur du livre ainsi intitulé, L.D. Sabsovitch, est ce technicien qui se signala il y a un an par un travail très bien accueilli dans lequel il démontrait la parfaite possibilité d'établir en quinze ans le socialisme complet dans l'U.R.S.S. Il a raison sur quelques points importants : Il est certain que les possibilités naturelles et sociales de ce pays sont beaucoup plus grandes en réalité que ne se l'imaginent la plupart des techniciens et des « hommes de bon sens » ; il est certain que ce pays est appelé à un développement économique qui ne se pourra comparer qu'à celui des États-Unis ; certain enfin que l'État créé par la Révolution prolétarienne permet l'organisation, dès aujourd'hui, de ce développement, qui constitue un progrès dont on peut attendre des surprises prodigieuses. Mais à côté de cela des faiblesses éclatantes dues à l'accommodation au temps présent vicient à la base l'œuvre de ce technicien.

D'abord il fait abstraction de la vie internationale. Le tout est pourtant de s'entendre sur les termes et de rester modestement marxistes. L'effort du prolétariat restera conditionné dans son efficacité par le concours du prolétariat international et par la résistance de la bourgeoisie internationale. Les quinze années qui viennent seront de grands événements à coup sûr. Si le prolétariat conquiert le pouvoir (ou si sa puissance politique, c'est-à-dire révolutionnaire, s'accroît fortement) dans quelques grands pays, les Russes obtiendront évidemment chez eux de tous autres résultats que si la puissance du capital demeure inchangée ou s'accroît par la transformation de quelque démocratie occidentale en dictature fasciste. La guerre, enfin, peut tout mettre en question pour le prolétariat comme pour la bourgeoisie.

D'autre part, nous avons toujours conçu le socialisme comme caractérisé par l'abolition des classes, la suppression des frontières nationales et le dépérissement de l'État. On ne conçoit l'achèvement d'aucun de ces processus dans un camp retranché forcément astreint à vivre sur le qui-vive dans l'attente de l'assaut des assiégeants. Je ne fais qu'indiquer les problèmes que Sabsovitch préfère ignorer délibérément, comme si l'on était plus fort en fermant les yeux dans les moments difficiles...

Dans la Ville de l'Avenir, il ne fait qu'ajouter un curieux chapitre à son petit livre antérieur. Il faut, dit-il, en somme, s'orienter dès maintenant dans la construction des cités ouvrières autour des nouvelles usines et dans la construction des habitations en général, vers la transformation socialiste des mœurs. Rien de plus vrai. Il faut prévoir, dans les quinze années qui viennent « et même beaucoup plus tôt » la disparition des différences entre la ville avancée et la campagne arriérée qui caractérise la société capitaliste. Il faut y travailler sans doute, et d'arrache-pied ; quant à assigner le terme d'une victoire totale sur ce point, je crois que c'est plutôt à une hardiesse entachée de candeur...

Sabsovitch trace un tableau intéressant de l'existence dans la future — non prochaine — ville socialiste où le plus grand bien-être sera dispensé à tous par une « désindividualisation » complète de l'existence. Le tien, le mien, le chez-toi, le chez-moi disparaissent (et que le diable les emporte) ; tous les besoins de l'individu sont satisfaits dans l'habitation sociale, claire, confortable, hygiénique, pourvue de bibliothèques, de laboratoires, de clubs, de salles de spectacles, de terrains sportifs, de piscines.

Les grands hôtels mis à la disposition de la haute bourgeoisie moderne réalisent déjà pour une minorité de privilégiés un confort analogue ; on peut y vivre fort agréablement en réduisant sa propriété individuelle à ses vêtements, à quelques souvenirs, li-

vres, objets de travail personnel. Approuvons ce rappel concret des avantages de l'organisation socialiste. Remarquons avec fierté que l'utopie d'hier, le privilège le plus moderne des riches, devient, pour la révolution prolétarienne, un problème pratique d'aujourd'hui.

Mais comme tout reste néanmoins à faire dans cet ordre d'idées, les conditions actuelles de logement des travailleurs étant en général détestables et, cette année encore en voie de dégradation, ne laissons pas une légitime fierté atténuer notre sens critique. L'esprit schématique de Sabsovitch nous est déjà connu. Quand il expose que la cité nouvelle assurera le bien-être matériel de chacun, permettra de réduire sensiblement le salaire, raisonnablement juste en soi, craignons qu'il ne veuille commencer un peu tôt ou que l'estimation des défalcatons équilibrables (ou rationnelles) à faire sur les salaires dans les nouvelles cités ne soit plus ou moins contestable. Sans doute l'initiative des intéressés, l'action permanente et « créatrice » de la démocratie ouvrière, obvièrent à des dangers : soucions-nous donc de provoquer cette initiative, cette « action et soulignons quelles sont les conditions absolues de succès de l'édification socialiste.

Sabsovitch nous le rappelle avec force en écrivant : « L'éducation des enfants doit être rationnellement organisée et socialisée dès le premier âge », ce qui est juste ; mais de cette règle juste notre technicien tire aussitôt la déduction suivante « ... dans l'éducation socialiste les enfants ne seront plus la propriété des parents, ils seront la propriété de l'État qui, etc... » Dès leur naissance, ils vivront dans des maisons de enfant. L'influence des parents étant de coutume pernicieuse ; ces maisons n'ont pas besoin d'être trop proches de l'habitation des adultes...

Sacré technicien ! le voilà qui justifie tous nos doutes — sur sa compétence d'organisateur du communisme, entendons-nous — en nous servant, au moment où nous nous y attendions le moins, un de ces vieux tableaux de socialisme d'État que les libéraux et les libertaires savent si bien évoquer contre nous. « L'État propriétaire des enfants », la formule vaut son petit pesant d'or et montre que son créateur a passablement oublié, s'il les connaît jamais, les vérités premières exposées par Lénine sur l'État-Commune (qui ne doit nullement être l'État au vieux sens du mot) et sur le dépérissement de l'État au cours de la marche au communisme.

N.C. Kroupskaïa qui, elle, n'oublie point ces vérités, a cru devoir s'élever dans la Pravda (23 novembre 29) contre l'étrange théorie de « l'éducation socialiste » du camarade Sabsovitch. Elle écrit : « Les projets de ce genre ne peuvent que compromettre la cause de l'éducation sociale et montrent seulement combien est défectueuse l'image que certains se font du socialisme... Les enfants ne seront ni la « propriété » des parents, ni la « propriété » de l'État qui d'ailleurs sera de plus en plus éliminé par l'activité sociale organisée... » — « Le sentiment familial ne sera pas réprimé et trouvera un cours nouveau... »

N.C. Kroupskaïa a bien raison d'intervenir et de dire son mot. Mais la brochure est suivie d'un procès verbal de la « Commission de technique industrielle et de culture sociale » près l'Association des travailleurs de la science et de la technique pour l'aide à l'édification socialiste » (ouf !) approuvant les projets Sabsovitch et les renvoyant à d'autres commissions. Ce procès verbal, signé Krylenko, ne formule aucune des réserves indiquées par Kroupskaïa et c'est fâcheux. La technique de l'édification socialiste est une chose excellente, à la condition toutefois de ne pas étouffer ou déformer par trop... ce qu'il s'agit d'édifier. — N.B.

New-York, 4 janvier.

La presse capitaliste dissimule de son mieux une partie du tableau de la dépression industrielle croissante aux États-Unis qui ne peut guère se concilier avec les déclarations optimistes des « experts » que l'on trouve à la première page. Au fur et à mesure que les semaines ont passé depuis le colossal krach boursier, il devenait de plus en plus clair que l'ébranlement de la structure industrielle et financière du capitalisme américain n'était ni accidentel ni un simple épisode.

Pour la classe ouvrière qui est la plus durement touchée, la signification dernière de l'élargissement de cette dépression industrielle est indiquée dans les chiffres donnés par le *New-York Times* (29-12-1929) qui est le porte-parole des grandes affaires américaines :

« La production de fer et d'acier est à son niveau le plus bas. La proportion est au point le plus bas de l'année, et pour l'industrie entière n'atteindra pas le chiffre de 50 p. cent... Le trafic de marchandises, mesuré par les chiffres des chargements de wagons, se ralentit, augmentant la dépression générale. Les affaires sont calmes à la fin de l'année, spécialement dans les branches des objets fabriqués, la vente en gros et les ouvrages à la tâche. Les nouveaux achats sont caractérisés par la prudence et la disposition à n'acheter que pour les besoins immédiats. Sur 94 branches d'affaires à New-York 5 étaient meilleures, 50 semblables, et 34 inférieures à l'année dernière... »

Dans la région de la Nouvelle Angleterre, le *Times* rapporte que les opérations de tissage sont « en dessous de la normale », avec une production de chaussures insignifiante. « La construction immobilière continue à être au plus bas de l'année. » Dans le district de Chicago, que la production d'acier a diminué de 55 p. cent pour la région, avec de nouvelles affaires « très minces ». A Philadelphie, que le marché des matériaux de constructions, y compris le bois de charpente, est au ralenti, sans construction d'habitations en vue. Dans le territoire de l'Ohio, la production de fer et d'acier a diminué de 50 p. cent avec des prix tombés au niveau le plus bas en plus d'un an. A St-Louis on apprend que « pratiquement toutes les entreprises industrielles ont réduit leur production et réduit leur forces, ce qui a aggravé l'état du marché du travail. » Avec de légers changements, cet état de dépression existe dans tout le pays.

Le sérieux déclin de l'industrie américaine a actuellement un effet très clair sur la classe ouvrière. Le chômage augmente, et est évident. Les employeurs essayent, comme d'habitude, de sortir de ces difficultés en licenciant le plus possible de travailleurs, et en portant au point maximum le rendement de ceux qui restent. Une période d'intensification extrême de « l'efficacité » du travail et de « rationalisation », aux dépens de la santé et de la vie des travailleurs, s'ouvre à l'échelle nationale. D'après luttes ouvrières contre la diminution des salaires, la surexploitation et le chômage se dérouleront dans l'année actuelle, pour la défense contre l'offensive patronale. Si le mouvement ouvrier ne commence pas immédiatement, une action intense et large pour organiser les millions d'ouvriers inorganisés dans les industries de base du pays, si on ne rompt pas en même temps avec la politique de suicide de la collaboration avec la classe capitaliste et si on n'y substitue pas une politique de combat ardent, les travailleurs des États-Unis auront à faire face aux luttes prochaines avec un minimum de préparation contre le maximum de violence déterminée, d'organisation consolidée et d'aide gouvernementale que les patrons ont à leur disposition.

Ce qui est particulièrement significatif de la situation actuelle de l'industrie dans le pays est l'augmentation des exportations à l'étranger. La Chambre nationale de Commerce vient d'an-

noncer que les exportations américaines pour les 9 premiers mois de 1929 ont dépassé de 8 p. cent celles de la période correspondante de 1928. Cela montre avec une précision accrue que le marché intérieur des États-Unis est considérablement rétréci, puisque la production industrielle a décliné bien que les exportations aient augmenté. Il montre en outre que les États-Unis feront tous les efforts possibles pour échapper aux conséquences de leur crise en exerçant la pression la plus forte possible sur leurs compétiteurs sur le marché mondial.

LETTRE D'ANGLETERRE

Le "Daily Worker"

Londres, 21 janvier.

Le Parti communiste a maintenant son quotidien. C'est un cadeau que Moscou lui a fait. Il faut dire qu'il l'a accueilli sans enthousiasme. Au congrès de Leeds, T. A. Jackson qui est lui-même un journaliste capable déclarait : « La question n'est pas de lancer le journal — c'est très facile — mais de le maintenir. »

Le premier numéro contenait un message de l'Internationale communiste qui a fait quelque bruit, car la presse conservatrice s'en est aussitôt servi pour accentuer sa campagne contre le rétablissement des relations diplomatiques. Elle a souligné le passage où il est dit que le journal sera « une arme nouvelle et puissante aux mains de la classe ouvrière dans sa lutte contre le capitalisme, contre la rationalisation et contre le gouvernement travailliste social-fasciste. »

Que ce soit une « arme puissante », les dirigeants de l'Internationale communiste seule peuvent le croire. Le *Daily Worker* est, en fait, lamentable au point que les journaux bourgeois s'en amusent et raillent la « parcimonie de Moscou ». Les communistes, gênés, s'en prennent au monopole de la presse et aux salaires trop élevés payés aux ouvriers des imprimeries de journaux. On lit, en effet, dans la *Communist Review* : « C'est une caractéristique de ce monopole que les trade-unions y participent. Dans la presse quotidienne de Londres, règne le système des hauts salaires exceptionnels, non seulement pour les prostitués du journalisme, mais aussi — relativement aux salaires des autres sections — pour les typos, pour les imprimeurs, etc. De cette façon on s'assure l'intérêt particulier des unions pour la coopération avec les trusts capitalistes contre la presse indépendante et en particulier contre la presse ouvrière. » Il faut que les dirigeants du Parti soient bien mal à leur aise pour recourir à de pareils arguments. Ils ont de plus la mémoire courte : ils oublient qu'en 1926, à la veille du déclenchement de la grève générale, les linotypistes du *Daily Mail*, malgré des salaires soi-disant exceptionnels, refusèrent de composer un article mensonger, dirigé contre les ouvriers, ce qui reste encore un geste assez rare.

Les « rebelles » de la Clyde viennent de subir un sérieux échec, à la conférence de la section écossaise de l'*Independent Labour Party*, réunie à Glasgow le 12 janvier. Maxton et ses amis, qui ont voté contre le gouvernement dans un débat important — modification de la loi d'assurance contre le chômage — demandaient l'approbation de la conférence. Cette approbation leur a été refusée par 103 voix contre 94. Si on considère que c'est en Ecosse que la gauche travailliste a ses positions les plus fortes, on comprendra l'importance de cet échec.

La défense de Maxton a été très faible. Il s'est plaint d'avoir été lâché au cours de la discussion par la plupart de ceux qui avaient signé sa déclaration : « On m'a lancé contre les canons, s'est-il écrié, et quand j'ai regardé autour de moi, il n'y avait plus personne. » Tel est le langage du « chef » de l'I. L. P. Lui et ses amis sont pleins d'excellentes intentions ; ils ont la velléité de faire quelque chose contre la politique d'abdication du gouvernement travailliste, mais ils s'arrêtent toujours devant les actes décisifs. C'est pourquoi Mac Donald a toujours si facilement raison d'eux. — S. B.

La « troisième période » d'erreurs de l'Internationale communiste

Qu'est-ce que la radicalisation des masses ?

La « radicalisation » des masses est devenue aujourd'hui dans l'Internationale communiste un simple credo. Les véritables communistes — nous apprend l'*Humanité* — doivent reconnaître le rôle dirigeant du Parti et la radicalisation des masses. Cette façon de poser la question est un non-sens. Le rôle dirigeant du Parti est pour tout communiste un principe inébranlable. Celui qui ne se laisse pas guider par ce principe peut être anarchiste ou confusionniste, mais il n'est pas communiste, c'est-à-dire un révolutionnaire prolétarien. Quant à la « radicalisation » elle n'est pas un principe, mais seulement une caractéristique de l'état des masses. Est-elle juste ou fautive pour la présente période ? C'est une question de fait. Pour pouvoir apprécier sérieusement l'état des masses, il faut des critères justes. Qu'est-ce que la « radicalisation » ? Par quoi s'exprime-t-elle ? Qu'est-ce qui la caractérise ? Ces questions, la lamentable direction du Parti communiste français ne les pose même pas. C'est tout au plus si un article officieux ou un discours mentionne l'accroissement des grèves. Mais là encore on ne donne que de simples chiffres sans analyse sérieuse, voire même sans simple comparaison avec les années passées.

Cette façon de traiter la question découle non seulement des malfaisantes résolutions de la 10^e session de l'Exécutif, mais au fond du programme même de l'Internationale communiste. Il y est question de la radicalisation comme d'un procès incessant. Ce qui veut dire qu'aujourd'hui la masse est plus révolutionnaire qu'hier et sera demain plus révolutionnaire qu'aujourd'hui. Cette façon mécanique de présenter les choses ne répond pas au procès réel du développement du prolétariat et de la société capitaliste dans son ensemble. En revanche, elle correspond on ne peut mieux à la mentalité des Cachin, des Monmousseau et autres opportunistes apeurés.

La social-démocratie, surtout avant la guerre, se représentait l'avenir sous la forme d'un accroissement incessant des suffrages, jusqu'au moment de la prise totale du pouvoir. Pour le vulgaire ou pseudo-révolutionnaire cette perspective reste, au fond, en vigueur, seulement au lieu d'accroissement incessant des suffrages, il parle de la radicalisation incessante des masses. Le programme boukharino-stalinien de l'Internationale communiste a également sanctionné cette conception mécanique. Il va de soi que vu sous l'angle de toute notre époque prise dans son ensemble, le développement du prolétariat s'opère dans le sens de la révolution. Mais ce n'est nullement un procès horizontal, tout comme d'ailleurs le procès objectif d'aggravation des antagonismes capitalistes. Les réformistes ne voient que les montées de la route capitaliste. Les « révolutionnaires » formels ne voient que les descentes. Quant au marxiste, il voit la ligne dans son ensemble, dans toutes ses courbes de conjonctures montantes et descendantes, sans pour cela perdre un seul instant de vue sa direction fondamentale aboutissant aux catastrophes guerrières, aux explosions révolutionnaires.

Les sentiments politiques du prolétariat ne se modifient nullement d'une façon automatique dans une seule et même direction. Les mouvements ascendants de la lutte de classes sont remplacés par des mouvements déclinants, les flux par les reflux, selon la combinaison éminemment complexe des conditions matérielles et idéologiques intérieures et extérieures. Si elle n'est pas utilisée au moment voulu, ou si elle l'est fausement, l'activité des masses passe à son opposé, s'achève par une période de déclin dont la masse se relève ensuite avec plus ou

moins de rapidité ou de lenteur, encore une fois sous l'effet de nouvelles poussées objectives. Notre époque se caractérise par des changements particulièrement brutaux de périodes distinctes, par des tournants extrêmement brusques de la situation et, dès lors, elle impose à la direction des devoirs exceptionnels sous le rapport d'une orientation juste.

L'activité des masses, en admettant même qu'elle soit organisée de façon entièrement juste, peut, selon les conditions, revêtir des expressions très différentes. Dans certaines périodes la masse peut être totalement absorbée par la lutte économique et manifester très peu d'intérêt pour les questions politiques. Par contre, après avoir subi plusieurs importants revers sur le champ de la lutte économique, la masse peut brusquement reporter son attention dans le domaine politique. Mais là encore — selon certains ensembles de conditions et selon l'expérience avec laquelle la masse s'est engagée dans ces conditions — son activité politique peut s'orienter soit dans la voie purement parlementaire soit dans la voie de la lutte extra-parlementaire.

Nous ne prendrons que quelques exemples qui caractérisent les contradictions du développement révolutionnaire du prolétariat. Celui qui sait observer les faits et en pénétrer le sens, celui-là comprendra sans peine que les variantes que nous avons signalées ci-dessus ne sont pas des combinaisons théoriques, mais sont l'expression de la vivante expérience internationale de ces dernières années.

De ce qui précède, il résulte en tout cas clairement que lorsqu'on parle de « radicalisation », on doit exiger une définition concrète de cette idée. Cette exigence, l'opposition marxiste doit, bien entendu, se la poser à elle-même. La négation pure et simple de la radicalisation — comme le font Monatte, Chambelland, et d'autres — est aussi insuffisante que l'affirmation pure et simple. Il faut savoir apprécier ce qui est et ce qui sera.

La courbe des grèves en France

Les chefs officiels parlent de la radicalisation de la classe ouvrière française en la reliant presque exclusivement au mouvement des grèves. Le développement de ce mouvement est un fait indiscutable, basé sur les statistiques. Nous en ferons nous aussi notre point de départ.

La statistique officielle des grèves est en France bien en retard. Le dernier rapport du ministère du travail concernant les grèves finit en 1925. Je n'ai à ma disposition aucun chiffre pour 1926. Pour les trois années suivantes, il y a les chiffres fournis par la presse communiste. Il est certain que les chiffres pris aux deux sources sus-indiquées n'ont pas de mesure commune. Il n'est guère probable que le ministère enregistre avec toute l'exactitude voulue la totalité des grèves. D'un autre côté, les « révolutionnaires » superficiels de l'*Humanité* ont une tendance manifeste à donner des chiffres exagérés. Mais, malgré cela, la tendance générale du mouvement se dessine néanmoins de façon assez nette.

Le mouvement des grèves en France a atteint son point culminant dans les deux premières années qui ont suivi la guerre. En 1919, il y eut 2.100 grèves auxquelles prirent part 1 million 200.000 grévistes. En 1920, il y en eut 1.900 qui englobèrent presque 1.500.000 grévistes. Pour le nombre de grévistes, ce fut l'année culminante. Dès 1921 — excepté une courte période dont il est question ci-dessous — on constate une décroissance régulière qui atteint son niveau le plus bas en 1926-27. Voici des chiffres globaux : en 1921, 450.000 grévistes, c'est-à-dire trois fois moins que l'année précédente. En 1922, 300.000 grévistes. Ce n'est qu'en 1923 que la courbe non seulement ne s'abaisse pas, mais remonte

même légèrement et indique 365.000 grévistes. Cette augmentation épisodique fut certainement déterminée par les événements liés à l'occupation de la Ruhr et par le mouvement révolutionnaire d'Allemagne. En 1924, le nombre des grévistes tombe à 275.000. En 1925, à 250.000. Pour 1926, comme nous l'avons dit, les chiffres font défaut. Pour 1927, nous n'avons que le total des grèves : en tout 230, alors que dans les années de 1919 à 1925 le nombre des grèves oscilla entre 570 et 2.100. Bien que le nombre de grèves soit encore un indice grossier, il n'en reste pas moins qu'il ne laisse aucun doute sur le fait que la courbe des grèves a, d'une façon générale, continué à fléchir de 1921 à 1927 inclusivement. Dans le dernier trimestre de 1927, on compte 93 grèves englobant 70.000 grévistes. Si l'on admet que les grèves eurent une moyenne identique au cours de l'année entière (hypothèse nettement arbitraire) nous obtenons pour 1927 environ 280.000 grévistes, chiffre plutôt au-dessus qu'au-dessous de la vérité.

Pour 1928, la presse communiste mentionne environ 800 grèves, dont 600 rien que dans le deuxième semestre de l'année, auxquelles prirent part 369.000 grévistes. Pour l'ensemble de 1928, on peut, par conséquent, accepter comme total général de grévistes, le chiffre supposé de 400 à 450.000 grévistes. Pour 1929, la même presse donne 1.200 grèves avec, à peu près, le même nombre de grévistes qu'en 1928.

Comparativement à l'année précédente, il n'y a pas, par conséquent, augmentation. Le nombre de grévistes en 1928, de même qu'en 1929, est approximativement deux fois plus élevé qu'en 1925. Il est à peu près égal à celui de 1921. Il est de trois fois et demie inférieur à celui de 1920.

Tous ces chiffres, comme on l'a déjà dit, ne prétendent pas à une exactitude absolue, mais ils sont suffisants pour déterminer la dynamique du mouvement. Après le point culminant des grèves de 1919-1920, la ligne va en déclinant jusqu'en 1923. En 1928 et 1929, nous constatons une montée certaine et en même temps sensible du mouvement des grèves, liée, comme il est facile de le comprendre (plus loin cela sera démontré) à l'essor industriel qui accompagna la stabilisation du franc.

On peut dire en toute certitude que la période de 1919-1927 forme en quelque sorte dans la vie du prolétariat français un cycle à part renfermant aussi bien un essor impétueux du mouvement ouvrier aussitôt après la guerre que des défaites et la décroissance de celui-ci, décroissance particulièrement vive après l'effondrement de 1923 en Allemagne. Dans sa forme la plus générale, ce cycle est caractéristique non seulement pour la France, mais pour l'Europe entière ; et dans une large mesure pour le monde entier. Ce qui est caractéristique pour la France comme telle, c'est l'amplitude relativement modérée des oscillations entre les niveaux les plus hauts et les niveaux les plus bas du cycle : la France victorieuse n'a pas passé par une crise vraiment révolutionnaire. Dans le rythme du mouvement de grèves français, les événements gigantesques qui se sont déroulés en Russie, en Allemagne, en Angleterre et dans les autres pays, n'ont eu qu'une répercussion atténuée.

Ces mêmes tendances du mouvement de grèves des ouvriers français sont encore caractérisées par d'autres chiffres. Le nombre des grévistes et le nombre de journées de grève qui reviennent en moyenne à chaque grève a vivement fléchi à partir de 1922. En 1921, à chaque grève il revenait en moyenne près de 800 ouvriers et plus de 14.000 journées. En 1925, la moyenne était déjà de moins de 300 ouvriers et d'un peu plus de 2.000 journées. On peut supposer qu'en 1926-1927, ces moyennes en tout cas n'ont pas augmenté. En 1929, à chaque grève revenait déjà 400 ouvriers environ.

Relevons encore un important indice dont nous aurons besoin par la suite. Dans les années d'après guerre, la première place parmi les grévistes appartenait surtout aux mineurs, aux métallurgistes, aux ouvriers des transports. En ces deux dernières années, la première place revient aux ouvriers du textile et en général à ce que l'on appelle l'industrie légère.

Que disent les chiffres de la statistique des grèves ?

Confirment-ils la thèse de la radicalisation des masses ou l'infirmement-ils ? Tout d'abord, répondrons-nous, ils la sortent du domaine de l'abstraction où Monmousseau dit : oui, tandis que Chambelland dit : non, sans définir ce qu'il faut entendre par radicalisation. Les chiffres cités plus haut concernant la lutte de grèves sont un témoignage indiscutable de certaines évolutions qui s'opèrent dans la classe ouvrière. En même temps, ils donnent une très importante estimation de la quantité et de la qualité de ces mouvements. Ils indiquent la dynamique générale du procès et permettent, dans une certaine mesure, de prévoir ce que sera demain, ou plus exactement les variantes de demain.

Tout d'abord établissons que les chiffres pour 1928-1929, en regard de la période précédente, caractérisent en quelque sorte le début d'un cycle nouveau dans la vie du prolétariat français. Ils autorisent à supposer que dans les masses se sont opérés et s'opèrent de profonds processus moléculaires dont le résultat est que l'inertie du fléchissement — ce qui, pour le moment, ne s'applique qu'à la lutte économique — commence à être vaincue.

Cependant, les mêmes chiffres montrent que le développement du mouvement de grèves est encore très modeste et ne donne nullement l'impression d'un débordement impétueux qui permettrait de conclure à une période révolutionnaire, voire même pré-révolutionnaire. Notamment, la différence entre les années 1928 et 1929 ne s'aperçoit pas. Au premier plan du mouvement de grèves figurent pour le moment, ainsi qu'il est mentionné ci-dessus, les entreprises de l'industrie légère. Chambelland tire de ce fait un argument massif contre la « radicalisation » en général. Autre chose — dit-il — serait si les grèves englobaient les grandes entreprises d'une industrie-clé, métallurgie ou produits chimiques. En d'autres termes, il se représente la « radicalisation » tombant du ciel toute faite. En réalité les chiffres attestent non seulement que la lutte du prolétariat est entrée dans un nouveau cycle, mais aussi que ce cycle ne fait que passer aujourd'hui par ses premières étapes. Après les défaites et le dépérissement du mouvement, une recrudescence nouvelle, en l'absence de tout grand événement, ne pouvait en réalité commencer autrement que par la périphérie industrielle, c'est-à-dire l'industrie légère, les branches secondaires, les entreprises de moindre importance. Le déplacement du mouvement de grèves dans la métallurgie, dans la construction mécanique et dans les transports signifierait le passage de celui-ci à un stade plus élevé et indiquerait déjà non les symptômes d'une évolution qui commence, mais le fait d'un changement radical dans l'état d'esprit de la classe ouvrière. On n'en est pas encore là. Mais il serait absurde de fermer les yeux sur le premier stade du mouvement simplement parce que le deuxième, le troisième ou le quatrième ne s'est pas encore produit. La grosseur même au bout du deuxième mois n'en est pas moins la grosseur. A vouloir la forcer, on aboutit à un avortement. Mais on peut arriver au même résultat en voulant l'ignorer. Il y a lieu d'ajouter, cependant, au sujet de cette analogie, que dans le domaine social les délais sont loin d'être aussi certains que dans le domaine biologique.

Les faits et les phrases

Quand on examine la question de la radicalisation des masses on ne doit pas un seul instant oublier que le prolétariat n'atteint au monolithisme que dans les périodes les plus élevées d'essor révolutionnaire ; dans les conditions ordinaires de la société capitaliste, le prolétariat est loin d'être homogène, l'hétérogénéité de ses couches sociales apparaissant de la façon la plus nette précisément aux tournants du chemin. Les couches les plus exploitées, les moins qualifiées ou les plus politiquement retardataires du prolétariat sont fréquemment les premières à engager la lutte, et souvent les premières à l'abandonner au moment des revers. Dans une nouvelle étape, il est plus facile d'entraîner dans le mouvement les groupes d'ouvriers qui, dans l'étape précédente, n'ont pas subi de défaites, sans doute, en général, parce qu'ils n'ont pas encore pris part à de grandes batailles. Sous une forme ou sous une autre, ces phénomènes doivent également s'observer en France.

L'indécision des ouvriers organisés que signale la presse communiste officielle elle-même témoigne dans le même sens. Les organisés ont effectivement, les centres de rétention trop fortement développés. Se sentant une partie infime du prolétariat, les organisés ont fréquemment tendance à jouer un rôle conservateur. Cela n'est évidemment pas un argument contre l'organisation, mais un argument contre sa faiblesse, et un argument contre les chefs syndicaux du type Monmousseau qui ne comprennent pas la nature de l'organisation syndicale et ne sont pas capables de lui assurer la place qui lui revient dans la classe ouvrière. Mais, de toute façon, dans la période actuelle, le rôle d'avant-garde que jouent les inorganisés dans le mouvement de grèves atteste qu'il ne s'agit pas, pour l'instant, d'une lutte révolutionnaire, mais d'une lutte corporative-économique, et par surcroît, de ses manifestations primitives.

Dans le même sens témoigne le rôle important que jouent, dans les mouvements de grève, les ouvriers étrangers, lesquels — constatons-le, en passant — ont devant eux en France un rôle analogue dans une certaine mesure à celui des nègres aux Etats-Unis. Mais il s'agit là de l'avenir. A l'heure actuelle, le rôle que jouent dans les grèves les étrangers, qui souvent ne connaissent pas le français, est une preuve de plus qu'il s'agit non d'une lutte politique mais d'une lutte corporative dont l'impulsion a été donnée par le changement de conjoncture économique.

Même en ce qui concerne le front purement économique, on ne peut pas parler comme le font Monmousseau et Cie du caractère *offensif* de la lutte. Ils basent cette formule sur le fait qu'un important pourcentage de grèves ont lieu au nom de l'augmentation des salaires. Ces chefs profonds oublient que cette forme de revendication est imposée aux ouvriers, d'une part par la hausse des prix sur les produits vitaux, d'autre part par le renforcement de l'exploitation physiologique de l'ouvrier consécutif aux nouvelles méthodes industrielles (rationalisation). L'ouvrier est obligé de revendiquer une augmentation du salaire nominal afin de défendre son niveau de vie d'hier. Ces grèves ne peuvent avoir un caractère *offensif* que du point de vue de la comptabilité capitaliste. Du point de vue de la politique syndicale, elles revêtent un caractère strictement défensif. C'est précisément cet aspect de la question que devrait comprendre nettement, et mettre à tout moment en évidence, tout syndicaliste sérieux. Mais Monmousseau et Cie se croient en droit d'être des syndicalistes bons à rien sous prétexte qu'ils sont, qu'on pardonne l'expression, des *chefs révolutionnaires*. En s'égosillant à crier au caractère *offensif*, politique et révolutionnaire des grèves économiques purement défensives, ils ne changent pas, bien entendu, la nature de ces grèves et ne rehaussent pas leur importance d'un millimètre, mais par contre ils arment on ne peut mieux les patrons et les pouvoirs publics pour la résistance aux ouvriers.

Les choses ne sont nullement amé-

lorées quand nos « chefs » viennent affirmer que les grèves prennent soit-disant un caractère « politique » en raison... du rôle actif qu'y joue la police. Le bel argument ! Les assomades de grévistes par la police sont qualifiées... d'offensive révolutionnaire des ouvriers ! L'histoire de France connaît plus d'une fusillade d'ouvriers lors de grèves purement économiques. Aux Etats-Unis, la répression sanglante des grèves est une règle. Est-ce que les ouvriers des Etats-Unis mènent une lutte des plus révolutionnaires ? Seuls les braillards qui font inconsciemment le jeu des patrons et de leur police peuvent l'identifier avec l'offensive politico-révolutionnaire des masses ouvrières.

Lorsque le Conseil général des trades-unions britanniques représenta la grève révolutionnaire de 1926 comme une manifestation pacifique, il savait ce qu'il faisait : c'était là une trahison foncièrement préméditée. Lorsque Monmousseau et Cie représentent des grèves économiques éparées comme une offensive révolutionnaire contre l'Etat bourgeois, personne ne les accusera de trahison consciente : il n'est guère probable que, d'une façon générale, ces gens soient capables d'agir avec préméditation. Mais les ouvriers ne s'en trouvent pas mieux.

Nous verrons dans un second article comment nos héros terriblement révolutionnaires rendent encore d'autres services aux patrons en ignorant l'essor commercial et industriel, en diminuant sa portée, c'est-à-dire en rabaisant les profits capitalistes, et en sapant ainsi le terrain sous la lutte économique des ouvriers.

Tout cela, bien entendu, pour la gloire de la « troisième période » !

L. TROTSKY

Constantinople, le 18 décembre 1929.

Le mouvement des prix

Les prix de gros continuent à baisser. Les statistiques publiées pour le mois de décembre enregistrent un nouveau fléchissement de 10 points.

	déc.	nov.	oct.
Indice général . . .	598	596	602
Dépenses alimentair..	546	555	558
Matières industr... .	625	632	641
Produits nationaux	621	627	624
Produits importés .	530	540	562

On voit que la baisse est surtout sensible sur les produits importés. Cela montre bien que la dépression en France est surtout due à la dépression qui s'accroît sur le marché mondial, notamment en Amérique et en Angleterre. Les semaines et les mois à venir vont nous montrer si cette dépression sera surmontée, ou si nous sommes au début d'une vaste crise de surproduction.

Les prix de détail qui n'avaient cessé d'augmenter eux, ont légèrement baissé, de 4 points, en décembre : 614 contre 618. Cette baisse très légère, ne semble pas devoir s'accroître, et elle n'est évidemment pas en rapport direct avec la dépression du marché de gros. Il ne faut pas oublier que les prix du marché intérieur français s'adaptent actuellement à ceux du marché mondial, auxquels ils étaient encore très légèrement inférieurs.

D'ailleurs, l'indice des prix de détail a été supérieur d'une dizaine de points à l'indice actuel en mai et juin de 1929.

En tout cas, les travailleurs doivent retenir une chose, c'est qu'une crise économique profonde semble s'annoncer, et qu'en même temps, l'augmentation du coût de la vie est incessante. Voilà ce qui se cache derrière les phrases de Tardieu sur la « prospérité ».

L'impérialisme universel et à côté de lui la marche triomphale de la révolution sociale ne peuvent coexister.

LENINE.

Grèves et lock-outs de l'Alsthom

LES CAUSES DE L'ÉCHEC

La grève de l'Alsthom, qui jeta dans la bataille plus de 3.000 métallurgistes parisiens, vient de se terminer d'une façon peu brillante.

L'enjeu de cette lutte était pourtant très important car c'étaient des conditions de vie et de travail de tous les métallos qu'il s'agissait. Il est vrai que l'adversaire, le Comité des forges, était une puissance redoutable qu'il est difficile de vaincre. Malgré tout il est indispensable que tous les communistes tirent des enseignements sérieux de ce mouvement. A la lueur de ces événements nous devons aussi vérifier la position politique de chacun. Nous savons que par un semblant d'auto-critique on va s'efforcer de masquer les fautes de la direction du Parti. On critiquera les cellules, les sous-rayons, un peu la région parisienne et dans cet amas de fautes ou soi-disant telles la responsabilité de la direction sera noyée.

De plus, grâce à une déformation des faits, les fonctionnaires iront dans les cellules faire une démagogie effrénée. Cela s'est déjà produit dans une cellule d'usine du 5e rayon. Passons maintenant à l'examen objectif des faits. Il y a 2 mois et demi, une grande agitation fut entreprise à l'usine Lecourbe de l'Alsthom. L'augmentation des transports, du gaz, de l'électricité n'allaient pas tarder à avoir une profonde répercussion ; au sein des usines, la rationalisation était poussée activement. Le vendredi 13 décembre, les ouvriers de Lecourbe arrêtèrent le travail et formulèrent leurs revendications. Une réponse fut promise dans quelques jours. Cette même journée, les délégués étaient, une demi-heure avant la sortie, renvoyés. Le lendemain, les délégués rentrèrent à l'usine. Le travail fut arrêté et à midi satisfaction était accordée sur les renvois, plus 10 p. cent d'augmentation pour les professionnels. Le lundi 22 décembre une assemblée de l'usine de St-Ouen était organisée par le syndicat ; 70 présents. Le 29, deuxième réunion, 120 présents. On décida de lancer des cahiers de revendications que chacun devra signer. Des délégués étaient nommés.

Pendant cette période éclata une grève aux laboratoires Standard. Des manifestations eurent lieu aux usines Thomson Favorites et au Hameau.

L'entreprise du Hameau fut lock-outée. Les Favorites rentrèrent dans le calme. Le mercredi 8 janvier, une grande réunion du personnel de St-Ouen (400 présents) décida de déposer les cahiers de revendications le lendemain matin à 10 heures. La grève sur le tas fut effective à 95 p. cent. La direction acceptait de donner satisfaction pour les revendications particulières aux différentes équipes. Quant au cahier de revendications, il lui fallait en référer à l'administration centrale. Une réponse fut promise pour le 13.

Le même jour, Lecourbe déposait les mêmes revendications en débrayant pendant la réception de la délégation. Ce fut pour cette usine le lock-out. La nouvelle fut transmise à St-Ouen par des délégués de Lecourbe et du syndicat à la sortie de 18 heures. Le vendredi, nouvelle délégation à St-Ouen pour réclamer la réouverture de Lecourbe. Le soir, réunion. 700 auditeurs votaient la grève pour le lendemain. Le samedi 11 janvier, à 8 heures, le travail s'arrêtait ; la direction resta sur ses positions. Une manifestation devant les bureaux directoriaux obligeait le directeur à se rendre au boulevard Haussmann, chercher une réponse.

Pendant ce temps la grève continuait. Les ouvriers avaient forcé la direction à retirer les flics des portes de l'usine. A midi des augmentations partielles sont accordées à quelques catégories. Le 13, une affiche annonçait que les équipes rentreraient échelonnées sur 1 h. 15, en signant une feuille qui les engageait à reprendre le travail. La manœuvre était éventée, tout le monde rentra à l'atelier mais refusa de travailler. Refus de recevoir la délégation, manifestation, l'Internationale retentit. A 13 heures les portes restè-

rent fermées. Lock-out. Jeudi 16, lettres individuelles. Entrée de la majorité des ouvriers. Devant cette situation, le comité de grève donna l'ordre de reprise du travail. 50 camarades restèrent sur le pavé. Voilà brièvement les faits.

Tout de suite nous constatons, sous la poussée de la cherté de la vie et de la rationalisation, un réveil des masses exploitées. La situation économique, la question des assurances sociales tendent un peu plus les rapports entre les classes ennemies. Nos apôtres de la radicalisation auraient bien dû prévoir cette situation. Malheureusement, comme nous l'avons déjà écrit, dans une période de crise le parti risque de ne pas être à la hauteur de la tâche qui l'attend. Dans ce mouvement il n'a pas su organiser les conditions du succès. Notre direction n'a pas su se rendre maîtresse de la situation, et elle a accepté la bataille prématurément dans une impréparation quasi absolue. Au lieu de constituer un comité inter-usines, de faire au préalable, un travail en profondeur, dans toutes les usines de la firme Alsthom, on s'est contenté de faire de l'agitation à Lecourbe. On parle beaucoup de la radicalisation des masses, mais on ne doit pas y croire pour ne pas avoir prévu cette bataille pour l'augmentation des salaires. Ainsi, chaque usine fut battue séparément. Les conditions favorables pour une grande bataille de tous les exploités de la Thomson auraient pu être réalisées avec une politique juste. La direction de notre parti se contente d'une gymnastique révolutionnaire et de poursuivre l'écrasement de tous ceux qui élèvent des critiques.

Au cours du mouvement, la lutte des tendances s'est poursuivie de la part des majoritaires. Le sous-rayon de St-Ouen n'a-t-il pas refusé de tirer les cahiers de revendications ? La méthode de travail anarchique nous a valu de voir distribuer un tract aux ouvriers de St-Ouen avec comme seules revendications 4 fr. 50 de l'heure pour les femmes et 7 fr. de salaires de base pour les outilleurs. Or, à St-Ouen, la moyenne pour les outilleurs était de 7 fr. 60. Pendant le lock-out, certains discours de représentants de la région parisienne ont eu une répercussion plutôt mauvaise. Ces interventions étaient beaucoup trop brutales. En résumé, au lieu d'une bataille bien préparée, bien organisée, qui aurait pu réussir à entamer la puissance capitaliste du Comité des forges, nous n'enregistrons qu'une défaite. Loin de renforcer notre parti, ces escarmouches n'ont réussi qu'à faire éliminer les éléments révolutionnaires des ateliers de l'Alsthom. Voilà les fruits d'une politique erronée. Mais cela trace aux travailleurs leur devoir de classe. Ils doivent adhérer au syndicat unitaire des métaux, au Parti communiste. Pas pour devenir les exécutants des directives du centre mais pour redresser la ligne politique du Parti, afin qu'il puisse remplir sa mission de guide de la classe ouvrière, pour qu'il la conduise au renversement du régime capitaliste et à l'instauration du socialisme.

Un correspondant ouvrier de la Thomson.

P.S. — Au cours des jours qui viendront, nous aurons certainement à revenir sur cet épisode de la lutte de classes pour souligner les dangers du bluff.

Les classes subsistent et elles subsisteront partout pendant des années après la conquête du pouvoir par le prolétariat.

Anéantir les classes ne consiste pas seulement à expulser les propriétaires nobles et les capitalistes, cela nous l'avons fait relativement facilement, mais aussi à anéantir les petits producteurs de marchandises.

LENINE.

La crise du mouvement ouvrier espagnol et les tâches de l'opposition communiste

Barcelone janvier.

La formule : « soixante-quinze pour cent de notre action pour l'unité syndicale » fut en Espagne un écho énorme et on peut affirmer qu'elle fut le mot d'ordre de l'I.C. accepté pratiquement par les masses ouvrières espagnoles en général. Le Parti communiste d'Espagne, toujours, à la remorque des événements et des masses, se donna à 100 pour 100 à l'application de la consigne, aveuglément, sans une claire vision du problème, poussé par le prolétariat espagnol, et enclin aux actions impétueuses, mais momentanées. Le guide manqua, qui aurait canalisé ce fort mouvement de sympathie pour l'unité syndicale, qui atteignit son plus haut degré en pleine répression dictatoriale, lors de la convocation au Congrès pour l'unité, qui devait avoir lieu à Saint-Sébastien en mai 1926.

Les masses exigeaient l'unité syndicale à tout prix. Le Parti communiste d'Espagne, à l'exception d'un petit groupe de militants compétents, qui se groupèrent avec enthousiasme autour des camarades de Saint-Sébastien, et parmi eux le camarade directeur de l'organe central du Parti, Jean Andrade, ne sut pas s'ériger en guide et avant-garde du prolétariat, la direction du Parti ne comprit pas et ne sut pas canaliser organiquement les aspirations des masses; elle se laissa dominer par les événements et entraîner par la vague unitaire qui envahissait le mouvement ouvrier espagnol. La *Antorcha*, l'organe central du Parti fut arrachée à la compétente direction du camarade Andrade et donnée à l'aventurier politique Oscar Perez Solis, et, en même temps, la campagne pour l'unité syndicale et pour La *Antorcha* quotidienne cessa complètement.

Avait-on déjà « radicalisé » les masses ? Selon les calculs des dirigeants de l'Internationale Communiste, la « radicalisation » commençait déjà. Les pauvres petits bureaucrates du Parti communiste d'Espagne se disposèrent à se plier à tous les ordres de Staline et Cie, sans s'inquiéter du résultat que pourrait avoir pour le mouvement ouvrier espagnol leur stupide soumission intéressée. Fatalement, les masses ouvrières qui cherchaient et espéraient rencontrer un guide, voyant leurs espérances trompées, et cela en pleine répression dictatoriale, contre le mouvement ouvrier espagnol, reculèrent; leur esprit combattif diminua sensiblement; le mouvement ouvrier entra dans la phase actuelle de crise que les dirigeants de la I. C. et du P. C. d'E. qualifie de « radicalisation des masses ».

Le mouvement ouvrier espagnol, basé sur le principe de la lutte de classes, groupait près d'un million et demi d'ouvriers organisés en 1919. La C.N.T. (Confédération Nationale du Travail) de tendance anarcho-syndicaliste, comptait un bon million d'adhérents. La U. G. T. (Union Générale des Travailleurs) de tendance social-réformiste, comptait plus de deux cent mille membres. Il existait encore quelques syndicats autonomes qui attendaient la fusion des deux organisations centrales, pour donner leur adhésion à l'organisation syndicale unique du prolétariat espagnol.

Les trahisons répétées de l'état-major réformiste, la rupture du front unique perpétrée par les social-réformistes, le sabotage organisé par la C. N. T. éloignèrent en grande partie les possibilités de fusion des deux organismes. La fausse tactique et les méthodes de lutte employées par les anarcho-syndicalistes de la C. N. T., jointes à la répression par les autorités bourgeoises dont fut l'objet ledit organisme affaiblirent rapidement ce colosse qui paraissait invincible. La U. G. T. assista impassible, les bras croisés, à l'attaque gouvernementale contre la C. N. T. Bien mieux, ces organismes se combattaient l'un l'autre avec acharnement et le sang des prolétaires fut versé en différents points d'Espagne, à Bilbao, principalement, lors de rencontres entre partisans des deux camps.

Le P. C. d'E., toujours lent à se mettre en mouvement, n'a jamais réussi, depuis sa constitution en Parti communiste unique, à adopter une position juste et véritablement communiste. Pour ses dirigeants, tout le problème se réduisait à dénoncer les chefs de la U. G. T. et de la C. N. T., sans donner des directives con-

crètes qui puissent faciliter l'unité en orientant bien les masses. Ainsi, la direction au P. C. d'E. remplissait le rôle de tampon entre les dirigeants des deux organismes, sans savoir que faire vis-à-vis des masses qui détestaient la fausse orientation des chefs. Et alors survint le coup d'Etat de 1923.

« La crise de la dictature s'accroît », « Primo de Rivera se retire », « Une nouvelle ère constitutionnelle s'annonce » : Voilà les thèmes que développent les dirigeants du mouvement ouvrier espagnol, depuis les social-démocrates qui soutiennent le régime de Primo de Rivera jusqu'aux dirigeants du Parti communiste. Tous guettent la chute de Primo de Rivera comme le triomphe de leur idéal attendu pour aborder l'élaboration du programme de « lutte d'organisation », et ce qui est pis pour recommencer la « guerre des généraux » et d'aspirants généraux, afin de déterminer qui a été le plus ardent, le plus clairvoyant et le plus avisé pendant la période dictatoriale.

Pour nous, opposition communiste, le problème et sa solution ne résident pas dans la chute de la dictature de Primo de Rivera. Primo de Rivera peut, dans une de ses excentricités, passer le bâton de chef d'orchestre, à Martínez Anido ou à un autre laquais du capitalisme. Et même s'il se constituait un gouvernement du genre de ceux de « l'ancien régime », la classe ouvrière espagnole se trouverait toujours en face du capitalisme résolu à l'opprimer et à l'étrangler.

La réorganisation de la classe ouvrière espagnole, la réorganisation du Parti Communiste d'Espagne, l'unité syndicale du prolétariat espagnol basée sur les principes de la lutte de classes, la lutte contre la dictature et contre le régime capitaliste espagnol, la lutte pour la liberté des petites nationalités opprimées, l'organisation méthodique des masses paysannes, la lutte enfin pour l'émancipation de la classe ouvrière espagnole, doivent être entreprises immédiatement sans attendre que Primo de Rivera cède la place à un autre bourreau du prolétariat, sans espérer de soi-disant transformations politiques qui ne peuvent pas s'opérer dans la « dernière étape du capitalisme » si ce n'est par l'insurrection du prolétariat. Que Primo de Rivera tombe ou non, la bataille contre la bourgeoisie espagnole doit commencer. On ne comprend pas qu'on puisse attendre que Primo nous ouvre le passage, comme certains paraissent l'espérer.

L'opposition communiste espagnole met en garde les travailleurs espagnols contre l'optimisme de ceux qui voient dans la « crise de la dictature » la perspective ou presque le triomphe de nos aspirations de classe. Les travailleurs ne doivent pas attendre la chute de la dictature, chose bien problématique, pour s'organiser, pour entreprendre la lutte pour leur émancipation.

Le Parti Communiste d'Espagne doit être le guide de la classe ouvrière espagnole, son avant-garde. Ses chefs paralysent son développement, empêchent sa reconstitution. L'opposition communiste a une grande tâche à réaliser et elle l'accomplira en faisant renaitre le mouvement communiste en Espagne, en l'orientant suivant les idées de Lénine. Les perspectives sont favorables. — Henri LACROIX

Le prolétariat russe ne peut pas achever victorieusement avec ses seules forces, la révolution socialiste. Mais il peut donner à la révolution russe une ampleur qui créera les conditions les meilleures pour la révolution socialiste et la commencera en un certain sens. Il peut améliorer la situation en vue de l'intervention dans les batailles décisives de son collaborateur principal le plus sûr : le prolétariat socialiste européen et américain.

LENINE.

(Lettre d'adieu aux ouvriers suisses. - 8 avril 1917).

Quelques remarques au sujet de la Ligue contre l'impérialisme et du Congrès paysan européen

Berlin, 20 janvier.

Il y a quelques semaines, la presse mexicaine apporta la nouvelle que le général Sandino, le « combattant révolutionnaire contre l'impérialisme du dollar » avait, pour la somme de 60.000 dollars, cessé sa lutte pour l'indépendance du Nicaragua, et s'était paisiblement établi à Mexico.

Cependant, le général Sandino était un des héros les plus fameux de la Ligue anti-impérialiste.

Le Congrès national pan-hindou fut présidé par Jawaharlal Nehru. Nehru est avec Gandhi le représentant des différentes masses oscillantes et petites bourgeoises; poussés par les masses, l'élément prédominant de leur politique est la peur des masses, de la révolution contre laquelle ils luttent maintenant par tous les moyens idéologiques; demain, lorsque la révolution lèvera sa tête de feu malgré le gandhisme, la logique interne de leur attitude et de leur politique mènera Gandhi et Nehru dans le camp des ennemis déclarés de la révolution.

Ce chemin que prendront Nehru et Gandhi est déjà clairement indiqué dans la déclaration de Gandhi parue dans *Joung-India*, la revue des intellectuels nationalistes hindous; on y lit ceci: « Pour l'introduction de la résistance passive, le choix du moment et les méthodes ont été laissés au comité du Congrès pan-hindou. Mais je dois avouer que je ne vois pas l'atmosphère propice à une telle mesure. »

Et Gandhi ne cache pas la raison pour laquelle l'atmosphère ne lui semble pas propice. C'est que toute mesure de lutte, même si elle est conçue pacifiquement, est dépassée par les masses et peut provoquer des luttes révolutionnaires.

Mais Jawaharlal Nehru, chargé d'exposer cette politique, est une des gloires les plus éminentes de la « Ligue contre l'impérialisme ».

À cette Ligue appartient aussi Madame Sun, la femme de Sun-Yat-Sen, fondateur du Kuomintang; Mme Sun fait partie de l'aile gauche du Kuomintang, elle est près de Wan-Tin-Wei. Tout révolutionnaire est informé du rôle que joua la gauche du Kuomintang à Hankéou; si la gauche du Kuomintang devait réussir au printemps à conquérir Canton, le gouvernement « gauche » du Sud prouverait bientôt qu'il n'est pas moins hostile à la classe ouvrière que le gouvernement de Nankin. A l'opposé de Nankin, il remerciait Mme Sun en la nommant membre honoraire.

Mais en attendant, Mme Sun reste une des lumières de la « Ligue contre l'impérialisme ».

Ce développement de tous ces « héros d'un jour » de la lutte anti-impérialiste n'est évidemment pas dû au hasard. Les Feng et les Tchang-Kaï-Chek sont devenus des contre-révolutionnaires dès l'instant où les masses ouvrières et paysannes sont intervenues spontanément sur le champ de l'histoire et ont formulé leurs revendications de classe; il en sera de même de tous les héros de la ligue anti-impérialiste.

Il serait ridicule d'exiger l'exclusion des « chefs » déjà compromis de la « Ligue contre l'impérialisme »; il faut que non seulement les Sandino, les Nehru et Cie soient effacés de la communauté révolutionnaire du prolétariat mondial, mais il faut aussi anéantir l'illusion monstrueuse, cruellement démentie par l'histoire, selon laquelle une telle « Ligue » peut jouer un rôle dirigeant, progressif dans la révolution nationale des peuples coloniaux.

La « Ligue contre l'impérialisme » en tant que centre politique comprenant des organisations communistes et bourgeoises est un danger constant pour l'Internationale communiste, dont elle représente une concurrence.

Les choses sont identiques sinon pires, dans l'Internationale paysanne, qu'un congrès paysan européen est des-

Procédés staliniens

Furieux de voir l'opposition s'organiser et se développer, les bureaucrates du groupe de langue hongroise perdent la tête: ils racontent maintenant que les oppositionnels sont des agents de Horthy!... Et ils appuient leur ignoble calomnie de coups de matraque.

Dernièrement quatre de nos camarades assistaient à une réunion publique à Billancourt. Le stalinien qui présidait les ayant repérés, s'écria: « Messieurs les troskystes sont priés de quitter immédiatement la salle. » Bien entendu nos camarades refusèrent. Aussitôt une équipe mobilisée à cet effet se précipita sur eux, les frappa de coups de gourdin en les poussant dehors.

En signe de protestation, la majorité des ouvriers présents se retira après cette expulsion brutale de nos camarades. Il ne resta plus à la réunion que la clique venue de Paris pour ce guet-apens. Pour essayer de se justifier, ses porte-parole racontent dans son journal que les oppositionnels les ont assaillis à coups de revolver...

Tous ceux qui assistaient à cette réunion n'auraient pu que rire en lisant ce stupide mensonge. Ils auront vu en même temps à quels moyens on a recours pour nous combattre.

Mensonge et violence ne sont pas accidentels: ils sont érigés en système. Peu de temps après cette réunion de Billancourt une scène du même genre se déroula à Roubaix. Là c'est un mouchard avéré qui opéra, le nommé Wolf qui, il y a quelques mois, se laissait découvrir à la conférence de Clichy. Pour gagner la confiance des ouvriers de la région de Roubaix, où il est encore peu connu, il se jeta, au cours d'une réunion sur un de nos camarades en criant: « Voilà un agent de Horthy! Il faut le chasser! » Ainsi le voleur crie: « Au voleur! » pour s'esquiver. Notre camarade a été sérieusement blessé.

Nous dénonçons ces odieux procédés et disons qu'ils ne nous empêcheront pas de continuer à défendre nos idées.

Les mouchards et les voleurs de l'appareil peuvent encore tromper des ouvriers, mais nous les dénoncerons et les combattrons sans relâche, convaincus que les ouvriers ne se laisseront pas longtemps abuser par des hommes indignes de leur confiance.

Un oppositionnel hongrois

liné à tirer de sa léthargie. Depuis quelques semaines le « réveil révolutionnaire » des paysans est à l'ordre du jour; en Allemagne, en Autriche, etc., il y a des « manifestations révolutionnaires paysannes » pour l'élection de délégués au congrès paysan européen. Il semble donc que nous en arrivions à une réédition de la « politique » paysanne de la première période « gauchiste » (1924-25); il est d'autant plus nécessaire à cette occasion, de rappeler aux ouvriers révolutionnaires ce que dit Trotsky dans sa critique du projet de programme: « La paysannerie aura un rôle décisif dans les révolutions de l'Orient. Mais ce rôle ne sera ni un rôle dirigeant ni un rôle indépendant. Les paysans pauvres du Hupeh, du Kouan-toung ou du Bengale peuvent jouer un rôle non seulement à l'échelle nationale mais à l'échelle internationale, mais seulement à condition que la classe ouvrière de Shanghai, de Hankéou ou de Calcutta la soutienne. C'est là la seule issue pour le paysan révolutionnaire, dans la voie internationale. La tentative d'unir le paysan du Hupeh à celui de la Galicie ou de la Dobroudja, le fellah égyptien au fermier de l'Amérique de l'Ouest n'a aucune chance de réussir. »

Ce qu'il faut au communisme international, ce n'est pas la création d'organisations indépendantes des paysans et l'unification des partis bourgeois aux colonies en une « Ligue contre l'impérialisme », mais le retour aux enseignements du marxisme-léninisme, à l'enseignement « périmé » de l'hégémonie du prolétariat, et du rôle dirigeant de son parti. « Le village suivra incontestablement la ville. La question est seulement de savoir laquelle des « classes de la ville » saura entraîner le village à sa suite. » Selon la formule de Lénine. — K. L.

LA VIE OUVRIÈRE

L'abandon du front unique par les dirigeants unitaires

Dans l'École Emancipée, Aulas, membre du bureau fédéral de l'enseignement unitaire, commente la conférence nationale du cartel des fonctionnaires adhérents à la C.G.T.U., tenue le 15 décembre à Paris. Il insiste particulièrement sur le fait que les dernières décisions confédérales interdisent de faire le front unique avec la fédération autonome des fonctionnaires. Pour les majoritaires, les autonomes sont tombés dans le réformisme et cela justifie leur position. Aulas, rappelle qu'un des majoritaires, Grandel, des P.T.T. a été jusqu'à dire lorsqu'on lui a fait observer que le refus de faire le front unique, éloignerait la C.G.T.U. des masses, « nous avons préféré être coupés des masses que persévérons dans l'erreur ». Cette attitude des majoritaires tranche avec celle adoptée lors de la lutte pour les 10.800, traitement minimum, lutte menée en commun avec les autonomes. Il est sûr qu'elle aura pour conséquence d'accroître encore l'influence de la fédération des fonctionnaires adhérente à la C.G.T. dont les chefs, dit Aulas « refusent toute action commune et dont il est facile de démontrer l'intégration dans l'appareil d'État ». Il souligne l'incapacité du cartel unitaire à faire « le moindre geste d'action directe alors que les autonomes ont manifesté dans la rue à Paris, Rouen, le Havre, Boulogne, Dunkerque, Strasbourg, Bordeaux. »

Après avoir noirci du papier en quantité innombrable, sur la nécessité d'appliquer le front unique, les majoritaires, couturiers des voltes-faces, abandonnent pratiquement une tactique qui conditionne le renforcement de la C.G.T.U. et la défense des intérêts des ouvriers et des fonctionnaires.

Chez les cheminots

Effervescence chez les cheminots de la région parisienne contre la tentative d'application du système Bedeau, inspiré par la rationalisation : fixation des temps de travail au minimum extrême par le chronométrage. A divers endroits, les cheminots ont manifesté. Mais c'est surtout à la Garenne que le mouvement a pris une réelle ampleur.

La position des réformistes, au sujet du système Bedeau, participe à la fois du désir de ne pas créer d'« histoires » et de ne pas laisser, malgré tout, aux unitaires, l'initiative d'une lutte contre un système qui doit pas

A propos de la grève de Guise Echec ou victoire?

On se rappelle la grève que menèrent fin '29, trente jours durant, les ouvriers métallurgistes du « Familistère » de Guise. L'entrain des grévistes de Guise fut remarquable; manifestations dans les rues, collisions avec les gardes mobiles, arrestations; ils luttèrent pour arracher des augmentations de salaire. Les dirigeants de la grève, communistes, s'efforcèrent de la « politiser » jusqu'au moment où leurs formules creuses ne suffirent plus aux grévistes. Ces derniers rentrèrent à l'usine; mais leur combativité leur permit tout de même d'obtenir sur les cinq francs par jour qu'ils demandaient, trois francs cinquante pour certaines catégories, quatre francs cinquante pour d'autres. Ce n'était donc pas l'échec. D'autant plus que ce conflit avait lieu dans une localité où pendant quarante ans avait régné la « paix sociale » chère aux patrons; le réformisme coopératif ayant cours au « Familistère » n'y avait pas peu contribué.

Le *Cri du Peuple* veut absolument que la grève de Guise ait été « un triste échec dû au Parti communiste. » Cette affirmation et la réalité sont choses contraires. La *Journée Industrielle* (12 janvier) administre au *Cri du Peuple* un démenti qui ne manque pas d'intérêt. Etudiant les conflits économiques de l'année passée elle écrit: « Il faut donner une participation aux bénéfices institué par mention spéciale à la grève du Familistère de Guise. On croyait cette entreprise à l'abri des grèves. Grâce au système de Godin, elle a fini par devenir la propriété d'une partie des ouvriers. Les communistes ont cependant réussi à soulever les autres ouvriers contre les propriétaires, à provoquer une grève pour augmentation de salaires et à l'entretenir pendant plusieurs semaines. »

Ce commentaire est la preuve de l'importance du mouvement de Guise. La grève de Guise, si elle n'a pas été une éclatante victoire, n'a pas été non plus « un triste échec ».

Le lock-out de Beauvois-Fontaine

Si la C. G. T. U. a, dans la région parisienne, une influence prépondérante, par contre dans les départements, les réformistes possèdent de fortes positions. On le voit, notamment, dans le Nord, où leur influence reste considérable.

A Beauvois-Fontaine, dans le Cambrésis, ils dirigent le mouvement de 200 ouvriers du textile de l'usine M...-Seydoux, lock-outés le 7 janvier. Le lock-out avait été décidé par les ouvriers, parce que leurs ouvriers, à l'usine, avaient manifesté à l'intérieur en cessant le travail, pour l'application d'un tarif de sa...-Toucoing. Pré... accepté... leurs

La grève du livre de Lyon

Le 1er janvier, à Lyon, 2.000 ouvriers du livre, typos, lithos et papetiers, entraient en grève. Le contrat liant patrons et ouvriers venant à expiration, ces derniers ont demandé le relèvement de leur salaire journalier minimum à 50 francs; le taux minimum antérieur était à 43 fr. 60. De plus, les ouvriers réclamaient six jours de congé payé par an.

Soixante patrons ont accepté les revendications des grévistes, notamment, ceux des deux grands journaux radicaux de Lyon, le *Progrès* et le *Lyon Républicain*, qui dès le début du conflit, dans l'impossibilité de paraître, ont dû passer par les exigences ouvrières. Le total des ouvriers ayant obtenu satisfaction est de 500; restés, ils soutiennent matériellement leurs camarades grévistes.

Le « flanchage » d'un certain nombre de leurs confrères, a exaspéré les patrons groupés dans la Chambre syndicale. Celle-ci est aidée par les syndicats patronaux lyonnais, lesquels ont pris l'initiative d'adresser aux commerçants et aux industriels, une circulaire recommandant le boycottage des patrons imprimeurs ayant accepté les conditions ouvrières « exorbitantes ».

Les dirigeants confédérés du Livre, protestent de leur désir de ne pas causer du « désordre ». Peine inutile. On sait bien qu'ils éprouvent pour les moyens énergiques une sympathie fort limitée. Et si les ouvriers du Livre de Lyon ont employé la grève pour arracher leurs revendications, c'est qu'il n'était guère possible à leurs dirigeants réformistes de l'éviter.

NOTES

Le secrétaire de la fédération réformatrice des Ports et Docks, Vignaud, dont la compétence comme briseur de grève, s'est affirmée une fois de plus, lors du dernier conflit de la Pallice, donne son opinion dans le bulletin fédéral, sur l'action syndicale.

Il est d'accord pour reconnaître que l'unité est indispensable, mais il l'estime impossible avec « les éléments qui se réclament d'un parti politique, et qui ne sont momentanément divisés que sur le point de savoir qui triomphera de la méthode de Staline ou de celle de Trotsky. »

Vignaud n'est pas content de nous. Il a raison; car nous continuerons à démasquer la position des chefs réformistes, qui sous le prétexte d'apolitisme font le jeu des patrons.

Le 24 décembre 1929, les employés des tramways de Lyon ont fait une grève de 24 heures pour marquer leur volonté de voir aboutir leurs revendications. Les dirigeants réformistes en étaient bien ennuyés et ils pensaient que la compagnie « ferait un geste pour empêcher le conflit de s'envenimer. »

Mais la compagnie se fait tirer l'oreille. Il faudra d'autres arguments, que les « vœux » des réformistes, pour l'obliger à composer. Le mécontentement règne

parmi les exploités des tramways, « lesquels, n'en déplaise aux réformistes, seront obligés d'en arriver aux moyens énergiques. »

Les majoritaires de la C.G.T.U. ont toujours montré un simplisme excessif lorsqu'ils veulent prouver la « radicalisation des masses ». Tout leur est bon pour cela. Pêle-Mêle on additionne les grèves et quelquefois on découvre des preuves péremptoires dans le genre de celle-ci: (*Humanité* du 14 janvier)

« A Besançon, dans une boîte de mécanique (onze ouvriers) dix ouvriers ont pris leur compte ne voulant pas faire d'heures supplémentaires ». C'est là, paraît-il, une preuve de la « couardise » des minoritaires affirmant la passivité des ouvriers ».

L'U.D. confédérée de la Seine-Inférieure est désolée. Pensez donc! Monsieur Meyer, député-maire du Havre, ne veut pas recevoir le secrétaire des travailleurs municipaux, qui ne respecte pas suffisamment les règles de la politesse. Les confédérés sont scandalisés, parce que ayant rappelé à Monsieur Meyer, député radical, que son parti avait accepté le programme de la Confédération générale du Travail, M. Meyer a répondu: « Je m'en fous ! »

Cette histoire est bien significative d'une part de la fermeté politique des radicaux, même de gauche comme Monsieur Meyer, et aussi de la « candeur » des réformistes leur accordant confiance.

« Jusqu'où iront-ils » — demandent les majoritaires ultra de l'enseignement unitaire, au sujet de leurs dirigeants fédéraux oppositionnels. La camarade Gabrielle Bouet, était accusée par lesdits majoritaires d'avoir préconisé dans un discours, la grève des mères pour lutter contre la guerre. La *Vie Ouvrière* avait abrité cette accusation. La camarade Bouet a répondu qu'elle n'avait jamais recommandé l'absence que lui prêtent, avec beaucoup d'intelligence, les majoritaires; elle regrette « que la *Vie Ouvrière* ait contribué à accréditer cette légende absurde. »

A notre tour nous posons la question: jusqu'où iront ces majoritaires dans la sottise?

La lutte est dure entre majoritaires et minoritaires au syndicat unitaire du gaz de Paris. Elle se poursuit dans les sections syndicales d'usine. Les majoritaires contestent la validité d'un référendum donnant la direction du syndicat aux minoritaires. Ainsi à la section « Pérelle » on est pour le bureau; par contre à la « Villette » (goudron) on lui est hostile. Le syndicat est littéralement divisé en deux. Au moment où la lutte pour l'amélioration du sort des travailleurs des services publics est à l'ordre du jour, le syndicat, miné par les luttes de tendances est tout à fait infériorisé; la trêve entre les tendances apparaît indispensable. Y pensera-t-on ?

ERICH-MARIA REMARQUE

A L'OUEST
RIEN DE
NOUVEAU

440° Mille

1 vol. : 12 fr.

LIBRAIRIE STOCK
PARIS

LES LIVRES

La vie de Gracchus Babeuf, par Ilya Ehrenbourg. — (Ed. de la N.R.F.).

I. Ehrenbourg a retracé dans ce petit livre l'histoire plus ou moins romancée de la conspiration des Égoux en 1796. Pas de figure plus attachante et riche d'enseignements pour nous que celle de Babeuf, le premier communiste prolétarien de l'époque contemporaine. Son action, ses idées, sa vie, méritent beaucoup mieux que ce mince récit fait, assez agréablement du reste, par Ehrenbourg. Ehrenbourg s'est honnêtement appuyé sur les documents de l'époque et sur les quelques livres écrits depuis sur Babeuf. Cependant il ne faut chercher ici ni une vie complète de Babeuf, ni un exposé général et précis de ses idées, ni même un tableau fidèle du milieu historique où la conspiration pour l'Égalité est née.

Ehrenbourg a été tenté par un aspect de la question qui n'est pas négligeable : c'est le parallèle entre la France du Directoire et la Russie de 1929. Mais il n'a été que tenté. Partout cette comparaison affleure dans son récit, et en bien des endroits elle transparait. Sous le masque des personnages de la bourgeoisie et du prolétariat français de 1796, on devine les grandes forces de classe de la Russie soviétique d'aujourd'hui. Mais Ehrenbourg n'a pas osé aborder de front le problème, et cependant son livre lui a attiré les foudres de la censure soviétique. Et puis, cela vaut peut-être mieux ainsi, car le problème réclame une connaissance approfondie de l'histoire et du mouvement révolutionnaire, et on peut penser qu'Ehrenbourg n'aurait pas pu le traiter sérieusement. Le parallélisme entre l'époque déclinante de la Révolution Française et le développement actuel de l'U.R.S.S. est tout de surface. Seule l'analyse du mouvement économique et social contemporain peut donner à ces deux périodes leurs valeurs respectives. En ce qui concerne l'époque actuelle, les travaux et études de l'opposition russe nous apportent des témoignages que rien ne peut remplacer.

L'Impérialisme américain, par O. Homberg. (Plon, éditeur).

C'est un curieux spectacle de voir des bourgeois constatant chez les autres ce qu'ils nient chez eux. Il en est ainsi de M. Octave Homberg, et de son petit livre sur l'impérialisme américain. Tout le monde sait que Homberg est un des plus riches financiers français, propriétaire de tout le caoutchouc de l'Indochine et de multiples exploitations agricoles et minières à Madagascar. On ne peut à aucun degré lui refuser le titre d'éminent requin de l'impérialisme français ; toute sa fortune provient de l'exploitation des peuples colonisés qui subissent le joug de la France. Quand il en arrive à stigmatiser la colonisation américaine on voudrait lui rappeler qu'il est fort dangereux de parler de corde dans la maison d'un pendu.

Pour Homberg et tous les bourgeois, ce qui est louable, généreux et civilisateur dans les actes de leur pays devient criminel et sauvage quand c'est un autre qui le fait, en particulier quand ce sont les États-Unis d'Amérique. Dans cette critique de l'impérialisme étranger, qui se détruit elle-même, nous voyons les reflets des antagonismes qui opposent ces deux impérialismes. Ceci dit, le livre de Homberg montre qu'un bourgeois peut, quand ses intérêts l'y obligent, arriver à une analyse juste de l'action de ses adversaires. C'est à ce point de vue que ce livre nous intéresse.

Au-dessus de la volonté ou des désirs de l'homme d'État et des potentats du capitalisme mondial il y a, pense Homberg, un déterminisme économique qui donne à l'évolution historique un caractère de nécessité. Ainsi l'impérialisme américain, aussi détestable qu'il soit pour l'auteur, n'en est pas moins un fait dont il doit chercher à étudier l'origine et le développement en toute objectivité.

Homberg fait remonter les origines de l'impérialisme aux années 1889-90. Les États-Unis commencent à construire une marine de guerre pour leur future domination qui se manifeste d'abord par la conquête de Cuba, de Costa-Rica et des Philippines arrachées à l'Espagne. Il ne parle que très peu de la conquête du marché chinois, qui, à notre avis, est le trait essentiel de l'impérialisme américain avant la guerre ; mais à juste titre il place pendant la guerre le début véritable de son expansion telle que nous la connaissons aujourd'hui. Depuis lors,

l'ombre du capital américain s'est étendue sur l'Europe. Après avoir refusé de se lier dans la S.D.N. aux puissances européennes, considérées par lui comme juste bonnes à coloniser et à pressurer, l'impérialisme américain a élargi dans la paix ce qu'il avait commencé dans la guerre. Le règlement des réparations et les problèmes des dettes interalliées ont favorisé sa mainmise sur les marchés financiers et commerciaux de l'Europe. Le plan Dawes, puis le plan Young avec la banque des règlements internationaux sont des instruments de cette pénétration. Tout ce que dit Homberg là-dessus est déjà connu et ne nous apporte rien de nouveau. Cet impérialisme, il le trouve « d'autant plus dangereux qu'il cache ses appétits sous les déclarations endormieuses d'un pacifisme trompeur ».

Quant à la France, il affirme naïvement que si elle n'a pas atteint la puissance économique des États-Unis, cela tient non à des circonstances économiques objectives, mais à une différence de race ; d'après lui, le peuple français, ayant une « civilisation d'élite » et les Américains une civilisation de masse. Outre que ce bavardage n'a aucun sens, nous serions très heureux de savoir comment les indigènes d'Indochine et de Madagascar apprécient la « civilisation d'élite » de leur exploitateur.

Le salut, pour cet adversaire de l'impérialisme américain réside dans l'expansion de l'impérialisme français, dans un meilleur aménagement des richesses contrôlées par la France, dans une surexploitation des travailleurs coloniaux, enfin, dans un réseau d'alliances en Europe.

Le « matérialisme » unilatéral de cet apologiste de la colonisation française ne pouvait qu'aboutir à d'aussi piètres résultats. Le « salut » que propose Homberg, c'est le renforcement sans trêve des antagonismes impérialistes, c'est donc, en fait, un nouveau massacre mondial auquel il veut nous préparer. Aussi intelligent que soit un bourgeois, il ne peut trouver, en effet, aucune autre solution aux contradictions d'un régime dont il est le bénéficiaire. La solution définitive est dans la révolution prolétarienne pour anéantir les impérialismes.

Un meneur

Sous le titre bien connu d'« entraves à la liberté du travail », le Temps publiait l'information suivante :

Le Portugais Eleuterio Ruiz Diaz, 42 ans, avait été embauché avec dix-sept autres ouvriers de la péninsule ibérique à la balastière (ou grèvière) de Trosly-Breuil (Oise), aux termes d'un contrat de travail conclu pour un an, le 8 novembre dernier, avec le directeur, M. Gaston Vernet, qui leur assurait un salaire horaire de 2 fr. 75. L'ouvrier en question avait décidé ses camarades à réclamer un taux de 4 francs, et après l'échec de cette revendication, il réunit les ouvriers de l'entreprise, les engagea à cesser le travail et menaça de « couper le cou » à ceux qui retourneraient au chantier. Deux Espagnols seulement passèrent outre à l'infonction. Les autres, pour la plupart des jeunes gens, intimidés par la menace, abandonnèrent la grèvière et demeurèrent calmes dans leur chambre, sans causer aucun désordre, attendant un nouvel événement. Ce fut l'arrestation du meneur, inculpé d'entraves à la liberté du travail. Il a reconnu les faits, et a été mis à la disposition du parquet de Compiègne.

Le rédacteur du Temps parle de ce « meneur » comme d'un criminel qui avoue. « Il a reconnu les faits », écrit-il. Mais quels sont donc ces faits ? C'est d'abord qu'un patron accorde généreusement à ses ouvriers 2 fr. 75 de l'heure, soit 28 francs par jour, salaire honteusement insuffisant. Un des ouvriers veut exiger un salaire qui permette simplement de vivre. On conçoit qu'il n'a pas de peine à entraîner ses camarades, sans qu'il soit besoin de les menacer de leur « couper le cou ».

Ce « fait divers » illustre le problème de la main-d'œuvre étrangère. Si le Parti communiste et la C.G.T.U. l'avaient abordé sérieusement, s'ils avaient su lier ouvriers français et ouvriers étrangers, de quelle force disposeraient-ils, alors qu'actuellement le patronat peut opposer les uns aux autres. Mais le problème demeure et nous devons le résoudre sur cette base même régime et mêmes salaires pour ouvriers étrangers et ouvriers français. Nous ne faisons pas de distinctions entre eux. Il ne faut pas que les patrons puissent en faire.

La « Lutte de Classes »

Le premier numéro de 1930 de la *Lutte de Classes* a été bien accueilli par les camarades. La nouvelle présentation extérieure est excellente. Le contenu du numéro présente un intérêt fondamental pour tous les communistes. Rappelons notamment que dans ce numéro de janvier on trouve un article de Trotsky sur les fautes fondamentales du syndicalisme. Tous les lecteurs de la *Vérité* doivent connaître cet article où les points de vue de Monatte et de la *Révolution prolétarienne* sont critiqués avec pénétration. Dans cette semaine où se tient la conférence du désarmement naval impérialiste à Londres, tous les camarades doivent aussi lire l'étude soignée et documentée de Sizoff sur la *Conférence de Londres*. Cette étude tout à fait importante traite le problème sous son angle historique et sous son angle actuel, et explique la politique navale des différents impérialismes en fonction de leur situation économique mondiale.

Tous les autres articles de la revue sont à lire. La *Lutte de Classes* est indispensable à tous les militants qui veulent s'éduquer sérieusement, connaître et apprécier les événements internationaux et français. C'est l'arme idéologique du mouvement communiste de gauche.

Il faut soutenir activement la *Lutte de Classes*, la répandre, augmenter ses abonnements.

Le nombre actuel des abonnements est insuffisant. Chaque lecteur de la *Vérité* doit devenir lui-même abonné à la *Lutte de Classes*, en même temps qu'il recrute de nouveaux abonnés à la *Vérité*. Abonnements et vente au numéro augmentent. Intensifions notre effort !

Demander le N° 17 de

LA LUTTE DE CLASSES

80 pages — 2 fr.

Sommaire : Lénine : Discours du 4^e congrès de l'Internationale Communiste. — Trotsky : Les fautes fondamentales du syndicalisme. — P. Sizoff : Avant la Conférence navale de Londres. — A. Rosmer : Sept mois de gouvernement travailliste. — F. Gérard : Le problème de la Sarre. — A. Ariat : Delaisi, ou les harmonies économiques. — L. Sosnovski : Lettres d'exil. — Et en Espagne — Etc...

45, boulevard de la Villette.

Abonnements :

Etranger 1 an 30 fr. 6 mois 15 fr.

France 1 an 20 fr. 6 mois 10 fr.

Compte chèque postal

Naville — 1333

La vie du journal

Nous avons reçu la lettre suivante :

Ci-joint une liste de sympathisants du Parti pour l'envoi de votre journal la *Vérité*. Cette liste a été établie en 1927, au moment de la lutte de l'Opposition, au sein du Parti. Depuis cette date, il a pu se produire quelques changements d'adresse, mais dans l'ensemble, vous serez certains de toucher des camarades.

Par la même occasion, je vous envoie mon abonnement à la *Vérité*. Je ferai mon possible pour vous aider, car j'approuve votre ligne politique. Une seule critique cependant : il me semble qu'il eût été préférable de prendre dès le début une attitude plus nette envers les chefs de l'opposition syndicale, de la même façon que vous l'avez fait pour l'attitude des « six ».

J'espère que votre groupe se développera et marchera vers l'unité de l'opposition. Vous faites bien de ne pas entreprendre de polémique contre les autres groupes d'opposition de gauche et de lutter contre le véritable adversaire : la bourgeoisie, aidée par la bureaucratie du Parti, qui disperse les meilleures forces du parti dans une action sans issue.

Nous avons toujours été persuadés que nos efforts et le but que nous poursuivions seraient finalement compris par tous les camarades sérieux de l'opposition, par tous ceux qui sont capables de se faire eux-mêmes une opinion. Cette lettre, venant après beaucoup d'autres, nous le confirme en même temps qu'elle nous encourage à persévérer dans la voie jusqu'ici suivie.

Nous insistons auprès de nos amis pour qu'ils nous envoient des listes d'abonnés possibles. Il nous arrive fréquemment des souscriptions d'abonnement spécifiant que l'abonnement doit partir du premier numéro, ce qui indique qu'on vient seulement de nous découvrir. Il faut nous aider à nous faire connaître.

Les camarades doivent aussi nous écrire pour nous communiquer leurs observations sur le contenu du journal. Par là, ils participent à son élaboration : critiques et observations sont toujours bien accueillies. Elles nous sont utiles.

Nous préparons pour le courant de février deux sortes de réunions : réunions de lecteurs du journal, réunions d'éducation et de discussion dont l'ordre du jour sera l'histoire de l'Internationale communiste. Nous donnerons plus tard les prévisions nécessaires.

Dans notre prochain numéro, nous espérons pouvoir publier un article sur les décisions syndicales.